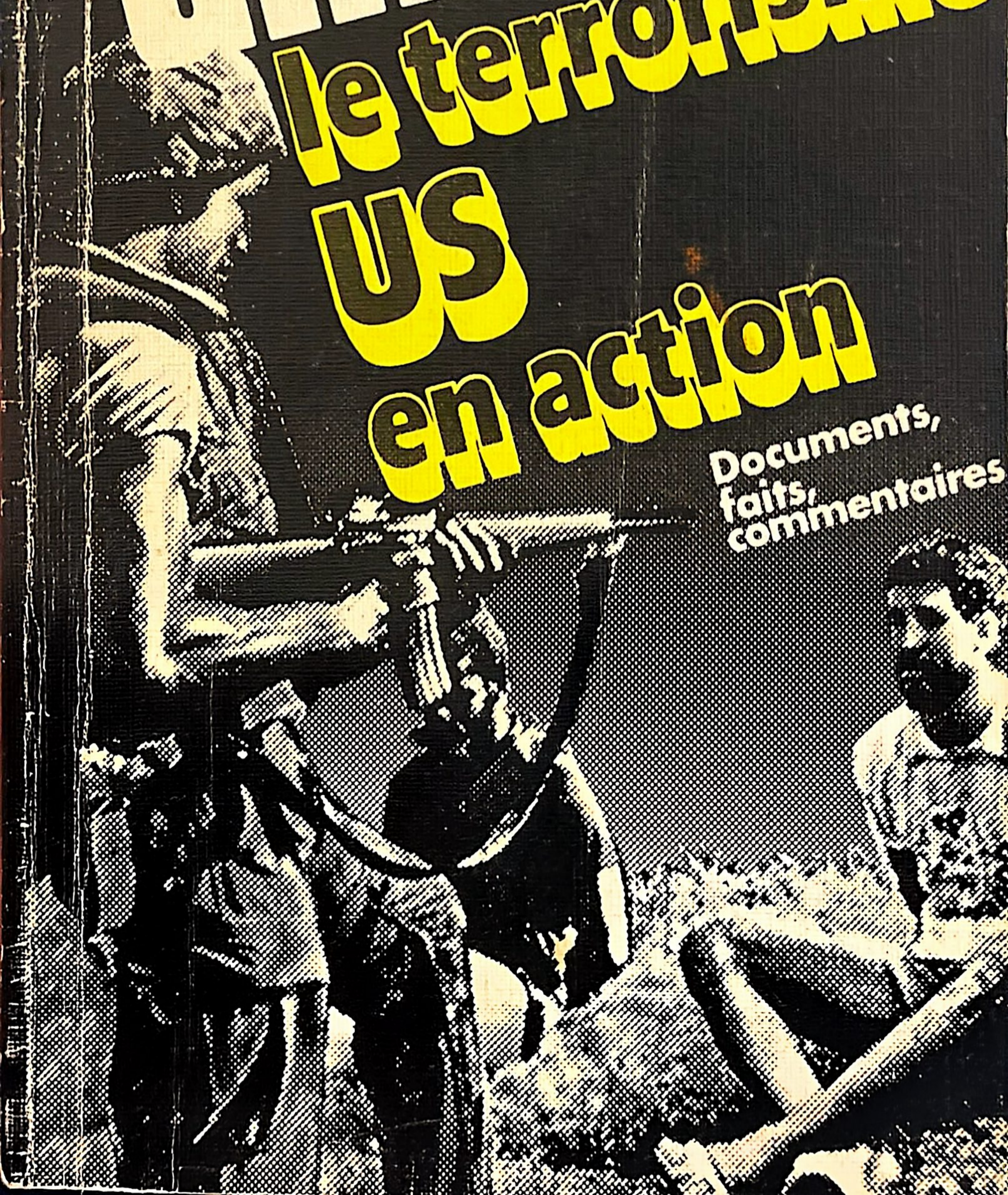
GRENADE

le terrorisme US en action

Documents, faits, commentaires



Grenade: le terrorisme US en action

Documents, faits, commentaires

Editions de l'Agence de presse Novosti
Moscou — 1984

SOMMAIRE

N'OUBLIE PAS GRENADE ! 3

I. AGRESSION LÂCHE, DÉLOYALE, IMPLACABLE 22

II. LES SUBTERFUGES GROSSIERS ET PITOYABLES DE L'« ÉQUIPE REAGAN » 47

III. TOUTE L'OPINION MONDIALE CONDAMNE L'AGRESSION AVEC VÉHÉMENCE 71

IV. GRENADE EST OCCUPÉE. ET APRÈS ? 100

Textes rédigés et réunis
par Youri GVOZDEV et Youri ALEXANDROV

0800000000

© Editions de l'Agence de presse Novosti, 1984

N'OUBLIE PAS GRENADE!

Depuis ce matin du 25 octobre 1983, où la plus grande puissance impérialiste a lancé une intervention armée contre l'un des Etats les plus petits et les moins protégés de la planète, on a écrit sur Grenade plus de paroles, véridiques ou mensongères, indignées ou indifférentes, qu'en près de cinq siècles depuis sa découverte par Colomb.

Bien entendu, Grenade ne constitue nullement une exception dans l'historie de l'oppression implacable exercée par les Etats-Unis sur leurs voisins du Sud. Historiquement, ceux-ci ont été les premières victimes de l'expansion américaine. Dès le début du XX^e^ siècle, les dirigeants des U.S.A. ont proclamé une « politique préventive », cherchant à justifier le « droit » de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays latino-américains d'abord par l'« anarchie » et les « transformations politiques indésirables » qui s'y opéraient et, ensuite, par la « menace du communisme ». De toutes les régions du monde, l'Amérique latine demeure aujourd'hui encore la plus dépendante de l'impérialisme américain. On a calculé que, depuis leur formation, les U.S.A. sont intervenus plus de 200 fois dans les affaires intérieures des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Selon les statistiques moyennes, cha-

que année, les U.S.A. bafouent la souveraineté d'un pays latino-américain, sans compter leur ingérence « silencieuse » quotidienne.

Cette chronique d'agressions est jalonnée d'épisodes particulièrement tragiques. Il y a près de 30 ans, les U.S.A. ont éliminé le gouvernement constitutionnel du Guatemala pour la seule raison qu'il avait osé exproprier l'illégitime monopole bananier United Fruit Company. Depuis lors, le Guatemala est devenu une immense prison. Il y a dix ans, Washington a renversé le gouvernement constitutionnel du Chili pour la seule raison qu'il ne plaisait pas à la Maison-Blanche et aux monopoles. Depuis lors, le Chili est synonyme d'esclavage fasciste. Après la victoire des révolutions à Cuba et au Nicaragua, les U.S.A. n'ont pas cessé un seul jour leurs provocations contre ces pays souverains.

Au cours des dernières décennies, les U.S.A. ont fait appel aux généraux fantoches latino-américains et aux agents de la C.I.A. pour renverser les gouvernements indésirables au sud de leurs frontières. Une seule fois, ils ont envoyé leur soldatesque pour étouffer une révolte populaire en République Dominicaine, il y a une vingtaine d'années. En lançant son offensive pirate contre Grenade, Reagan a renoncé aux « règles du jeu » : renverser les gouvernements indésirables et étouffer les révolutions honnies par la « main d'autrui ». La baïonnette américaine a été plantée dans le corps de Grenade.

La tragédie de Grenade est une manifestation sans précédent — même en Amérique latine — de l'agressivité de Washington. A ce propos, il convient de rappeler que des accès de chauvinisme ouvert accompagnaient déjà la campagne électorale

de Reagan. Une affirmation dominait au cours de cette campagne : « les Etats-Unis avaient laissé échapper l'Amérique latine et récoltaient maintenant les fruits de leur politique aveugle ». La propagande américaine était orchestrée à grand bruit : on exigeait d'arrêter le processus révolutionnaire qui s'opérait au sud des frontières US, de ne pas permettre l'« apparition d'un second Cuba ou d'un second Nicaragua » qui, selon la « technique du domino » (les pays tombant l'un après l'autre comme des dominos), risquaient de mettre fin à la domination de l'impérialisme dans cette région du monde qu'il considère comme sa « chasse gardée ».

Après l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche, c'est l'Amérique latine qui a senti la première, de la façon la plus aiguë et la plus intense, le caractère aventuriste global de la politique des milieux militaristes les plus agressifs des U.S.A. Avec l'Amérique centrale, le bassin des Caraïbes a immédiatement servi de cible aux actes d'agression de Washington. La plupart des Etats insulaires dispersés dans la région sont des pays anglophones qui n'ont accédé à l'indépendance que ces dernières années. La population globale de cette quinzaine d'Etats est de 25 fois inférieure à celle du Brésil. Mais pour les vautours impérialistes — et c'est connu — le plus petit et le plus faible est toujours la proie préférée.

Au début de 1982, Reagan a exposé son « initiative caraïbe » qui consistait à engager les pays du bassin des Caraïbes dans une voie de développement entièrement dépendante des U.S.A. en échange d'une « aide » économique insignifiante.

En avril de la même année, le président US a visité — pour la première fois dans l'histoire — quelques-uns des pays du bassin, notamment la Jamaïque et la Barbade. Retenons bien ce nom : la Barbade. C'est justement cette île, jadis le refuge favori des pirates, qui a servi de tremplin à l'agression contre Grenade. Mais à cette époque, pendant sa visite, Reagan, qui cherchait à sensibiliser les dirigeants des pays caraïbes à la « menace soviétique », au « danger d'apparition du virus communiste », a fait comprendre clairement que l'objectif principal de l'« initiative caraïbe » constituait la lutte contre Cuba, le Nicaragua et Grenade. La « nouvelle politique caraïbe » des U.S.A. n'est que la suite logique de leur ancienne politique impérialiste visant à étouffer brutalement la liberté et l'indépendance des peuples.

Mais les pays du bassin des Caraïbes sont une parfaite illustration de cette vérité qu'à notre époque, aucun peuple — aussi petit soit-il — ne peut rester à l'écart du progrès social. Des conditions spécifiques ont déterminé l'arrivée en 1979 d'un gouvernement révolutionnaire démocratique au pouvoir dans un des plus petits pays du bassin des Caraïbes, situé dans sa partie orientale : Grenade (territoire : 344 kilomètres carrés, population : 110 000 habitants). J'ai séjourné à Grenade il y a un peu plus de deux ans et je peux certifier que le régime révolutionnaire démocratique et le parti dirigeant New Jewel Movement (membre de l'Internationale socialiste) bénéficiaient du soutien sans réserve de la majorité écrasante du peuple de Grenade fier et hospitalier.

... Une autoroute étroite, incroyablement sinueuse, longue d'un peu plus de 50 kilomètres, traverse du nord au sud l'île principale du pays, Grenade. Tout autour, des collines vertes. Des plantations de palmiers, de bananiers, de cocotiers, de café et de cacao s'étendent des deux côtés de l'autoroute. Les arbres couverts de petits fruits jaunes au cœur rouge, la célèbre noix muscade qui représente la principale culture de l'île. Soudain, le magnifique panorama de la mer des Caraïbes s'ouvre sous nos yeux. Les rues de la capitale Saint George's serpentent parmi les collines pittoresques, en descendant vers la baie.

Bien des choses rappellent le passé colonial du pays : sa subordination nominale à la couronne britannique, les voitures roulant à gauche comme en Angleterre, la popularité du cricket, les édifices en briques des églises anglicane et méthodiste. Mais les signes du renouveau sautent immédiatement aux yeux. On les remarque un peu partout, même au bord des autoroutes bordées d'immenses banderoles : « Labourons chaque pouce de terre ! », « N'arrêtez pas la production même un instant ! », « Adhère à la milice populaire pour défendre la Patrie ! »

Bien des maîtres se sont relayés à Grenade avant qu'elle n'accède à la liberté longtemps attendue. Colomb découvrit l'île en 1498. Les conquistadores espagnols y furent remplacés par les Français qui établirent leur domination en 1650. Les Anglais émirent aussi leurs prétentions quant à sa possession. L'île changea plusieurs fois de souverains avant d'être définitivement rattachée à la couronne britannique en 1783. Son indépendance fut proclamée en 1974.

Pendant longtemps, le pays fut tyrannisé par un fantoche anglais, Eric Gairy. Il remplissait aveuglément les directives de Londres : conserver de facto le régime colonial, en le dissimulant par une apparence d'indépendance politique formelle. Gairy cultivait une réputation d'extravagance. Il affirmait, par exemple, qu'il entretenait des contacts étroits avec les extra-terrestres et même avec Dieu, et, pour obtenir des subsides généreux, proposait de tenir à Grenade une conférence internationale sur les soucoupes volantes. Mais les pitreries politiques de Gairy qui, à la fin de sa carrière, troqua ses maîtres anglais contre les protecteurs américains, étaient un paravent servant à cacher sa politique pro-impérialiste et antipopulaire. Ce pays au climat merveilleux était obligé d'importer les principaux produits alimentaires, l'économie fragile fut entièrement ruinée, la moitié des habitants aptes au travail étaient en chômage ; au lieu d'écoles, on construisait des prisons et les criminels en uniformes de policier réprimaient toute contestation. A la suite d'une émigration massive, la population de Grenade a diminué de près de la moitié. Gairy déclara Pinochet et les racistes sud-africains ses meilleurs amis.

Mais le peuple grenadien n'a pas accepté la misère et l'esclavage. En mars 1979, les militants du parti révolutionnaire démocratique New Jewel Movement (Joint Endeavour for Welfare, Education and Liberation), dirigé par le jeune avocat Maurice Bishop, diplômé de l'Université de Londres (son père avait été tué par des hommes de Gairy), renversèrent le régime antipopulaire du dictateur, qui

s'enfuit aux U.S.A., et accomplirent une révolution anti-impérialiste de libération nationale.

En très peu de temps, la révolution a obtenu des résultats impressionnants. Un contrôle sur les prix des articles de consommation courante a été établi ; le chômage, tout en restant un problème très grave, a diminué de 3 fois ; on a décrété la gratuité de l'instruction primaire et lancé une campagne d'alphabétisation (un habitant du pays sur cent est devenu un enseignant de métier) ; la discrimination des femmes a été supprimée ; on a commencé la réalisation du programme de construction locative ; jusqu'à 90 % des ouvriers se sont syndiqués ; pour la première fois, les droits civiques ont été réellement garantis. En 1982, le niveau de vie de la population s'est accru de 7 %. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la balance des paiements s'est soldée par un excédent. Il n'y a plus de misère. Les taudis, qui sont loin d'être une rareté dans la majorité des autres pays latino-américains, ont pratiquement disparu.

Le New Jewel Movement, avant-garde politique des travailleurs grenadiens, a pris la tête des transformations sociales progressistes dans le pays. A la différence des Etats insulaires voisins, des fermes petites et moyennes constituent traditionnellement la base de la propriété foncière à Grenade. Avec les prolétaires (qui n'étaient pas nombreux), les fermiers ont formé l'appui social du régime révolutionnaire et démocratique. Le gouvernement a élaboré un programme de réforme agraire, des exploitations d'Etat et des coopératives ont fait leur apparition sur les terres incultes, une association de fermiers a été instituée. L'Etat leur a apporté

une aide, en leur fournissant à des prix modiques des engrais et des engins agricoles, en construisant des routes. Le développement de l'agriculture a permis de réduire le chômage, surtout parmi les jeunes. Mais la lutte des classes s'est aggravée. Bien qu'ils ne soient pas nombreux, les planteurs liés à la bourgeoisie comprador ont essayé de torpiller les transformations progressistes. Ce faisant, ils spéculaient sur les difficultés économiques dues à la chute des prix mondiaux des exportations traditionnelles.

Les activités contre-révolutionnaires des planteurs ont rejoint le sabotage pratiqué par une partie de la bourgeoisie urbaine, bien que le pouvoir populaire n'ait pas porté atteinte aux intérêts de cette dernière. S'appuyant sur les éléments déclassés, la réaction a créé un syndicat des ouvriers portuaires comptant tout juste 100 membres. Ces « ouvriers » possédaient des boutiques et un parc de taxis. Cette véritable maffia, liée aux dirigeants réactionnaires du syndicat américain des dockers, menaçait constamment de paralyser par une grève les échanges extérieurs de Grenade.

La guerre psychologique était la méthode préférée des éléments subversifs. Ils éditaient des tracts contre-révolutionnaires, propageaient des rumeurs provocatrices. Ces actes n'auraient été d'aucune importance si la réaction intérieure n'avait pas été soutenue par les forces impérialistes extérieures. Une propagande antigrenade était menée depuis l'île d'Antigua par un puissant émetteur de la Voix de l'Amérique, appuyé, depuis l'île de Montserrat, par une filiale de la Deutsche Welle ouest-allemande.

La politique extérieure indépendante du pays s'est tout particulièrement attirée la haine des milieux impérialistes. Grenade est devenue un membre actif du mouvement des non-alignés, s'est mise à développer des rapports d'amitié avec les pays socialistes et a procédé à un échange d'ambassadeurs avec l'Union Soviétique et Cuba.

Le peuple et le gouvernement de Grenade aspiraient sincèrement à la paix et à la coopération avec tous les pays du monde, et surtout avec les Etats des Caraïbes. L'appel de Grenade à transformer les Caraïbes en zone de paix a recueilli un vaste assentiment parmi les peuples de cette région. Ce programme constructif proposait de stopper la course aux armements, de démanteler les bases militaires étrangères dans la région, de mettre un terme à l'agression économique des milieux impérialistes.

Les acquis de la révolution grenadienne, son prestige international, en particulier parmi les non-alignés, ont suscité la hargne des dirigeants de certains pays des Caraïbes. Les réalisations économiques et sociales de Grenade rendaient encore plus apparente la situation désastreuse des autres pays du bassin. La politique extérieure indépendante de Grenade soulignait leur dépendance croissante vis-à-vis de Washington. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas prendre au sérieux la coparticipation dite paritaire des premiers ministres fantoches de six pays des Caraïbes à l'agression américaine contre Grenade. Les réalisations de la révolution grenadienne leur restaient en travers de la gorge.

Ce qui représentait l'unique menace réelle à Grenade, c'était la politique interventionniste des U.S.A., la « politique du bâton », la « diplomatie des canonnières ». Cherchant à étouffer la révolution de Grenade, Washington s'ingérait brutalement dans les affaires intérieures du pays. Deux mois après la victoire du nouveau pouvoir à Grenade, un groupe opérationnel interdépartemental fut créé aux U.S.A. pour les problèmes des Caraïbes sous la direction du fameux Philip Habib. En même temps, la C.I.A. a mis en application son projet portant le nom de code « Pyramide ». Il prévoyait des actions multiformes : blocus maritime et boycottage économique, suppression des crédits et des prêts octroyés par des banques internationales et la C.E.E., tentative de créer un « cordon sanitaire » autour de Grenade, de l'expulser de la CARICOM (association régionale des Etats des Caraïbes), de détourner les touristes étrangers de l'île. On a tenté à maintes reprises de renverser le gouvernement légitime et de supprimer physiquement le premier ministre du pays.

Je me rappelle mon entretien avec le premier ministre Maurice Bishop. Il avait souligné que les U.S.A. essayaient d'étouffer Grenade par le blocus et débarquaient chaque jour des mercenaires venus de la Barbade dans la ville américaine de Miami, ce guêpier de la contre-révolution, en vue de les entraîner pour lancer une intervention armée. « Reagan préfère agir par intermédiaires, a noté le premier ministre. Il n'osera pas nous agresser lui-même. » Or, il a osé.

Les organisateurs de la guerre psychologique tâchaient d'accréditer cette idée absurde selon la-

quelle la petite Grenade menaçait la « sécurité nationale » des U.S.A. Ainsi, la revue américaine **Newsweek** écrivait à ce sujet : « La révolution accomplie par le premier ministre Bishop a apporté une sinistre note d'instabilité à la politique des pays situés dans la partie orientale du bassin des Caraïbes... Nous nous heurtons au danger évident de voir Grenade essayer de jouer dans les années 80 le même rôle que celui tenu par Cuba au début des années 60, à savoir le rôle d'un exportateur de la révolution. » Mais il y avait aussi des voix raisonnables qui appelaient à ne pas tenir compte des mythes anticommunistes, mais des réalités. Ainsi, **The Christian Science Monitor** écrivait : « Le temps n'est plus où, pour les stratèges américains, la défense de la mer des Caraïbes ne signifiait rien d'autre que l'envoi d'une poignée de marines ou d'une frégate afin de punir un pirate boiteux ou une « république de bananes » ayant attenté à la vie de citoyens américains ou à des biens américains... Les jeunes peuples turbulents des républiques des Caraïbes récemment affranchies considèrent les choses d'une tout autre optique. Ils estiment que les slogans sur la supériorité des yankees, datant de la guerre hispano-américaine de 1898, sont tout aussi périmés que les cartes des trésors des pirates du XVII^e^ siècle. Ils réclament du travail, l'instruction et une vie digne. » L'étouffement de Grenade marque avant tout le désir de l'impérialisme US de supprimer la force de l'exemple pour les jeunes Etats du bassin des Caraïbes.

L'agression armée contre Grenade est un acte criminel, c'est le terrorisme élevé au niveau de politique d'Etat et de philosophie présidentielle.

« Soudain, on s'est remis à considérer Ronald Reagan à l'étranger comme un promoteur de la guerre froide », écrivait le magazine **US News and World Report.** L'organe du big business américain fait contre mauvaise fortune bon cœur : à l'exception des gens naïfs ou dupés, pour le reste de l'humanité, Reagan personnifie les forces de l'agression et de la guerre depuis le premier jour de son arrivée à la Maison-Blanche.

L'aventure de Grenade a complété le portrait du président. Car la certitude de l'impunité et du tout permis, le mensonge haineux et la calomnie grossière ont leurs limites et leurs degrés. Après l'invasion de Grenade, personne ne doit plus s'illusionner : l'impérialisme américain est capable de commettre n'importe quel crime.

Moins d'un mois avant l'agression contre Grenade, Youri Andropov, Secrétaire général du C.C. du P.C.U.S. et Président du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., a donné dans sa Déclaration son avis sur la politique internationale de l'actuelle administration US. **« En bref, il s'agit d'une politique militariste qui constitue une grave menace à la paix. Elle consiste à vouloir assurer aux Etats-Unis d'Amérique des positions dominantes dans le monde, sans tenir compte des intérêts des autres Etats et peuples »**, a souligné Youri Andropov. Ce document de portée historique met en garde : **« Sous le voile de l'anticommunisme, les prétendants au rôle des maîtres des destinées du monde tentent d'implanter l'ordre qui leur convient partout où ils ne se heurtent pas à une riposte. »** Cette appréciation porte juste.

Ce n'est pas par hasard si l'invasion de Grenade a été déclenchée au moment où les U.S.A. ont porté la tension internationale au point extrême. Examinons les faits. En Europe occidentale, Washington procède à l'implantation d'armes nucléaires : les missiles balistiques Pershing-2 et les missiles de croisière de grande portée. Nous constatons le désir des U.S.A. de rompre l'équilibre des forces en matière d'armements nucléaires de portée moyenne en Europe et de modifier sensiblement à l'avantage de l'O.T.A.N. toute la situation militaire et stratégique. L'intervention américaine au Liban aggrave la tension au Proche-Orient. Aujourd'hui encore, on entend l'écho de la provocation subtilement orchestrée en Extrême-Orient par les services spéciaux des U.S.A. : la responsabilité entière de Washington, qui a utilisé un avion sud-coréen pour perpétrer un acte de sabotage sans précédent, a été démontrée.

Entre-temps, Reagan a célébré son 1000^{e} jour de présidence par la déclaration sur le « droit » des U.S.A. de mener des opérations secrètes contre les pays indépendants. Même aux Etats-Unis, cette prétention éhontée a été considérée comme le désir de pratiquer une politique de « terrorisme d'Etat ». L'escalade de la guerre non déclarée que les U.S.A. conduisent contre le Nicaragua revêt un caractère particulièrement dangereux. Dans sa déclaration rendue publique le 26 octobre 1983, le gouvernement soviétique souligne : **« A la suite des actes d'agression des Etats-Unis, il existe une menace sérieuse pour la souveraineté et la sécurité du Nicaragua ; la situation dans toute l'Amérique centrale s'est aggravée... Le peuple du Nicaragua est me-**

nacé d'une invasion directe des troupes américaines...

Sur l'exemple du Nicaragua, on voit clairement ce que valent les discours de Washington sur la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, et quels sont les critères moraux dont il s'inspire en réalité. Tout homme sans parti pris se rend compte que la liberté, la démocratie et les droits de l'homme finissent, pour l'administration américaine, là où les peuples s'affranchissent des fers de l'exploitation impérialiste pour s'engager dans la voie d'un développement authentiquement indépendant. » L'agression contre Grenade confirme la justesse de cette appréciation.

Reagan et tous ses acolytes essaient en vain de justifier l'agression à l'aide d'un mensonge de bas étage ; ils n'arriveront pas à dissimuler le fait évident que jamais encore dans l'histoire contemporaine une grande puissance n'a pratiqué d'intervention armée contre un Etat si petit.

Reagan motive l'invasion de Grenade par des marines et les têtes brûlées de la 82e division de débarquement aérien par son souci de la sécurité des citoyens américains. Aujourd'hui, le monde sait ce que vaut le mensonge de Reagan : à Grenade, on a versé le sang de Grenadiens et de constructeurs cubains, mais personne n'a touché aux citoyens civils américains.

Reagan s'efforce également de justifier l'occupation de Grenade par la nécessité de « rétablir l'ordre et la démocratie » dans ce pays souverain ; il évoque le « vide du pouvoir » qui s'est créé après l'assassinat du premier ministre. Suivant la logique de Reagan, les Etats-Unis auraient pu être

occupés militairement eux aussi (et cela « à titre légitime ») après l'assassinat du président John Kennedy.

Mais qui a permis à Reagan de rendre la justice et de punir un gouvernement que lui seul considère comme indésirable ? Voici pourquoi est restée sans réponse la question posée à Reagan pendant sa conférence de presse tenue à la Maison-Blanche le jour de l'agression : « Croyez-vous que les Etats-Unis sont en droit d'intervenir dans un autre pays pour y changer le gouvernement ? » Aujourd'hui, les présidents de tous les pays du monde peuvent poser cette question qui n'est nullement oiseuse : aucun Etat n'est à l'abri de l'aventurisme de Reagan.

En proie à un chauvinisme déchaîné, Reagan déclare avec insolence qu'il se moque de la communauté mondiale des nations. L'Assemblée générale de l'O.N.U. a condamné l'agression et a exigé l'arrêt immédiat de l'intervention armée. Il est significatif qu'Israël a été le seul pays à l'extérieur de l'hémisphère occidental à avoir voté contre la résolution de l'O.N.U. A la conférence de presse, on a demandé à Reagan ce qu'il pensait de la condamnation quasi unanime de son agression. Sans broncher, le président a répliqué : « Cent pays à l'O.N.U. sont en désaccord avec nous sur presque toutes les questions soumises à leur examen chaque fois que nous y sommes impliqués, mais cela ne me coupe pas l'appétit pour autant. » Reagan a montré au monde entier, y compris à ses alliés, que les appétits de l'agresseur effronté sont pareils à l'instinct d'un rapace.

Même la Grande-Bretagne, qui est l'alliée la plus

2—1398

proché des U.S.A. au sein de l'O.T.A.N., a désapprouvé l'agression par la bouche du premier ministre madame Thatcher. « Elle en fait trop ! », a déclaré avec indignation le chef du gouvernement jamaïcain, Eduard Seaga, homme de main principal de Reagan parmi ceux qui ont déchiré Grenade. Reagan fulmine contre Margaret Thatcher qui, selon lui, s'est montrée ingrate et oublie que les dettes sont faites pour être payées. Au printemps dernier, pendant la crise des Falkland, Reagan avait trahi l'Argentine et tous les pays latino-américains, en soutenant sans réserve l'agresseur britannique. Mais l'essentiel, je pense, n'est pas dans les désaccords de principe entre les dirigeants actuels des U.S.A. et de la Grande-Bretagne. Tout simplement, Londres, choqué, se rend parfaitement compte que le penchant du chef de la Maison-Blanche au gangstérisme jette le discrédit sur l'« alliance occidentale », surtout à la veille du déploiement de missiles de croisière américains sur le sol britannique.

Le mensonge du président s'est nettement manifesté entre autres dans ses tentatives de justifier l'agression par les « menées soviéto-cubaines ». Ici, Reagan imite l'exemple d'Hitler et de Pinochet qui, en leur temps, expliquèrent l'usurpation de pouvoir par la « menace d'un complot communiste ». Je vous citerai un fait. Bien avant l'agression, Reagan a maintes fois affirmé que sous le couvert de l'aéroport international, on implantait à Grenade « une base militaire stratégique soviéto-cubaine ». Après l'invasion de l'île, Reagan a déclaré à la télévision : « L'aéroport semblait de la façon la plus suspecte aménagé pour accueillir les appareils militaires, y compris les bombardiers de fabrication soviétique à grand rayon d'action. » C'était aussi un mensonge. L'ancien aéroport (au lieu de l'aérogare, un baraquement portant la banderole : « Soyez les bienvenus à Grenade, l'île des épices ! ») ne pouvait pas satisfaire aux besoins élémentaires du pays. Il a été décidé d'en construire un autre. Nous avons vu l'enthousiasme avec lequel des ouvriers cubains effectuaient les travaux de terrassement. Mais le constructeur était une respectable compagnie britannique. Notez-le, britannique et non soviétique ou cubaine. A Grenade, on nous a dit que pour construire l'aéroport, le pays avait demandé le concours de la Communauté économique européenne. Mais les U.S.A. avaient alors prononcé leur veto. Maintenant, ils présentent la création de cet élément important de l'infrastructure de transport de n'importe quel Etat comme une preuve de « menées communistes ». Vraiment, l'effronterie et l'hypocrisie de la Maison-Blanche n'ont pas de limites.

Son cynisme et ses outrages aux normes les plus élémentaires de la morale n'en ont pas non plus. Dans la presse américaine, on rencontre parfois l'affirmation selon laquelle « l'action antigrenade a aidé les Etats-Unis à rétablir leur sens de la dignité nationale ». Ce n'est pas à la dignité que conduit cette action, mais à la honte et au déshonneur. Voici un fait de la tragédie de Grenade, un témoignage, parmi des milliers d'autres, de la barbarie des agresseurs. Ces rapaces ont bombardé un « ouvrage stratégique » : un hôpital psychiatrique. L'attaque a fait au moins 50 morts. Maintenant, les autorités américaines d'occupation promettent généreusement de réparer l'édifice de la clinique.

La terre blessée de Grenade accuse le gouver-

nement de Washington de terrorisme, qui est devenu une partie intégrante de sa politique. Mais la Maison-Blanche ne cesse de proférer des blasphèmes, en affirmant, par exemple, que les actes de violence et de terreur, le sang et les larmes des gens sont une grâce divine. Rentré de son voyage à Tokyo et à Séoul, Reagan a dit, exalté : « Chaque fois que je vais quelque part, je me rends de plus en plus compte d'une chose : dans le monde entier, on considère l'Amérique comme un ami qui dirige la lutte pour la paix et la liberté. » Il est difficile de dire si cela relève du cynisme froid ou de l'illusion pathologique.

Mais il faut rendre justice à la majorité écrasante de l'humanité : elle rejette la « liberté » et la « paix » dans l'interprétation de l'actuelle administration américaine. Le monde entier est profondément bouleversé par l'agression lâche contre Grenade. Qualifiant cet acte d'« intervention honteuse », Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde et présidente du mouvement des non-alignés, écrivait dans son message à Fidel Castro : « Nous sommes très inquiets de cette violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des normes fondamentales du comportement international. »

Mais Reagan, lui, semble ne pas remarquer cette campagne mondiale de protestation, cette campagne universelle de solidarité avec Grenade. A écouter le président américain, toute la planète est une immense Grenade. Seul un homme qui a perdu le sens de la réalité peut déclarer : « Aujourd'hui, le monde attend la direction de l'Amérique. Celle-ci dirige son regard sur son corps de marines. » Ces paroles ont été prononcées par Reagan à propos des « exploits » du détachement punitif américain à Grenade. En pleine euphorie, il a annoncé : « Les opérations à Grenade sont terminées. . . Notre objectif est atteint. » Ces paroles ont été prononcées à propos du peuple qui avait opposé une riposte héroïque aux troupes interventionnistes d'élite US armées jusqu'aux dents, du peuple qui compte cent fois moins d'habitants que la ville de New York !

Reagan est prêt à s'attribuer toutes les décorations pour sa victorieuse campagne grenadienne. Mais c'est une victoire illusoire ; c'est un échec moral de l'agresseur. Car la liberté foulée aux pieds à Grenade devient pour le monde entier le symbole de la traîtrise et du banditisme politique. Mais c'est aussi un appel à la vigilance : aujourd'hui, tous les hommes honnêtes sur terre sont en droit de dire : « N'oubie pas Grenade ! »

Le recueil proposé est un de ces rappels. Il a été réuni et rédigé par Youri Gvozdev et Youri Alexandrov, commentateurs politiques de l'Agence de presse Novosti. S'appuyant sur des faits et des documents, les auteurs de l'ouvrage présentent la façon dont les terroristes de la Maison-Blanche ont conçu et réalisé leur intervention criminelle contre la libre Grenade et évoquent les réactions que cette agression a suscitées dans le monde en colère.

Karen KHATCHATOUROV,
docteur en histoire

I. AGRESSION LÂCHE, DÉLOYALE, IMPLACABLE

L'agression des Etats-Unis contre Grenade était un crime prémédité, un des maillons de la politique extérieure américaine actuelle qui vise à étouffer les mouvements de libération nationale dans les diverses régions du globe. Cet acte de banditisme contre un petit Etat sans défense de la mer des Caraïbes est une manifestation typique du terrorisme international que Washington a érigé au rang de politique d'Etat. Ses méthodes consistent en des opérations secrètes et des guerres non déclarées de la C.I.A. cumulées avec des actions militaires directes du Pentagone (ou la menace d'y recourir). Ces actions sont entreprises directement à l'encontre d'un pays qui en devient la victime, mais aussi dans le but d'intimider, de terroriser d'autres gouvernements qui n'ont pas les faveurs des Etats-Unis. Ainsi, après avoir sévi contre Grenade, Washington a déclaré sans ambages que cela devait servir de « signal » au Nicaragua, aux patriotes du Salvador et même à Cuba.

L'administration Reagan a déclenché une campagne hostile contre Grenade dès son arrivée au pouvoir. La C.I.A. n'a pas cessé de tramer des complots contre le gouvernement du premier ministre Maurice Bishop. Grenade a été qualifiée

d'« ennemi » des Etats-Unis, constituant une « menace » à leur sécurité, pour la seule raison qu'après la révolution de 1979 elle a essayé de choisir sa propre voie de développement socio-économique sans tenir compte des recettes que voulait lui imposer Washington et parce que, dans l'arène internationale, elle s'en tenait fermement à la politique de non-alignement. Comparant la situation qui régnait à Grenade avec celle de son propre pays, George Odlum, un des leaders de l'opposition de Sainte-Lucie, Etat insulaire des Caraïbes, a dit : « Grenade est le plus viable de tous les pays de l'Est du bassin des Caraïbes. » Dans son interview accordée au **New York Times** Forbes Burnham, président de Guyana, a déclaré qu'aux yeux des Etats-Unis la « menace » consistait en ce que les succès de Grenade pourraient être contagieux et inciter ses voisins à l'imiter.

Tout cela irritait les milieux hégémonistes des Etats-Unis qui considèrent les pays du bassin des Caraïbes comme leur « arrière-cour ». Comme la C.I.A. n'arrivait pas à liquider la révolution grenadienne avec les seules opérations secrètes, Washington a préparé une intervention militaire directe.

En automne 1981, le Pentagone a effectué des manœuvres dans la mer des Caraïbes et a opéré un débarquement dans l'île Vieques (près de Puerto Rico), dont les conditions naturelles rappellent celles de Grenade. Comme l'a fait remarquer le **Washington Post**, l'intervention des Etats-Unis contre ce pays en 1983 codée « Urgent Fury » a été une copie conforme des exercices menés il y a deux ans.

Selon l'hebdomadaire américain **People's World,** fin septembre-début octobre 1983, dans les environs de la ville d'Ephrata, les unités d'élite d'une division aéroportée ont mis au point une opération d'intervention dans des conditions identiques à celles du chantier de construction du nouvel aéroport près de la capitale de Grenade. Les « Rangers » ont été parachutés de nuit, ont nettoyé les pistes d'envol de l'aéroport local où l'on avait spécialement amoncelé des tas de matériaux de construction et ont assuré une « défense en hérisson ». Ensuite, à leur signal, des avions militaires de transport ont débarqué des renforts. Ce sont justement ces commandos qui sont entrés les premiers à Grenade, répétant dans les moindres détails ce qu'ils avaient fait à Ephrata.

Washington a traîtreusement exploité les dissensions régnant au sein de la direction de Grenade, affaire purement intérieure de cet Etat, pour réaliser ses plans interventionnistes de longue date contre ce pays. « Pour les partisans d'une ligne rigide au sein de l'administration, a écrit l'hebdomadaire **Newsweek,** l'intervention était manifestement souhaitable. Sur le plan logistique, démontraient-ils, l'opération serait relativement simple : de vastes plages découvertes, un lieu facile d'accès et une petite armée mal équipée pour la défense de l'île. »

Les détails du plan d'intervention ont été mis au point au Conseil national de la sécurité des Etats-Unis par le contre-amiral Poindexter. De plus, les milieux dirigeants des Etats-Unis ont lancé une campagne de désinformation pour induire en erreur l'opinion publique nationale et étrangère, et ainsi

pouvoir préparer secrètement l'agression contre Grenade même à l'insu de leurs alliés de l'O.T.A.N.

Dès le 21 octobre, mandait l'Agence Associated Press, les « renseignements nécessaires pour le débarquement à Grenade » ont commencé à arriver à Washington, notamment des données sur les approches maritimes de l'île, sur le stationnement des forces de sécurité du pays et l'emplacement des arsenaux. C'est précisément sur la base de ces données qu'on planifie de telles opérations.

Le 22 octobre, le correspondant de l'agence UPI câblait de Washington : d'après une information du Pentagone, une escadre américaine de 10 navires, avec à leur tête le porte-avions **Saipan** et ayant à leur bord 1 900 marines qui, le 21 octobre, se dirigeait vers le Liban, a reçu l'ordre de changer de cap et de se diriger vers Grenade.

Cependant, pour donner le change à l'opinion publique, le Pentagone a nié qu'il avait l'intention d'opérer un débarquement à Grenade. Selon lui, les marines et les bâtiments de débarquement, ainsi que les navires d'appui des Etats-Unis avaient été envoyés vers cette île dans l'unique but de faire savoir au gouvernement de Grenade l'inquiétude de Washington pour « la sécurité des citoyens américains ». Une communication d'UPI citait l'un des représentants du Pentagone : « Aucun débarquement de marines ou autre n'est prévu. On ne doit pas considérer cette décision comme une provocation. »

Malgré toutes ces assurances tranquillisantes, les marines et les « Rangers » américains ont envahi Grenade à l'aube du 25 octobre. Puis, le Pentagone

a expédié dans l'île quelques centaines de militaires de la Jamaïque, d'Antigua, de la Dominique, de la Barbade, de Saint-Vincent et de Sainte-Lucie. Selon le recensement de 1980, la population totale des cinq derniers Etats ne dépassait pas 700 000 habitants. Dépendant entièrement des injections de dollars de Washington, ces Etats ont institué, en 1982, sous l'égide du Pentagone, un système régional de défense et de sécurité. Des ouvrages militaires du Pentagone sont installés sur le territoire de la Barbade et de certains autres pays satellites des Etats-Unis. Leur participation à l'agression a été utilisée par les Etats-Unis comme une feuille de vigne pour conférer à l'intervention un semblant d'action « collective » ou « multinationale ».

Washington espérait que toute l'opération contre Grenade ne serait qu'une « promenade » de quatre heures. Mais il n'en a rien été. Les interventionnistes se sont heurtés à la résistance résolue du peuple. Comme le transmettait la chaîne de télévision NBC le 27 octobre, les combats les plus acharnés ont eu lieu dans le Sud de l'île, près de l'aéroport de Point Salines, ainsi qu'à Saint George's, capitale de l'île. Les Américains ne s'attendaient pas à une telle résistance. La journée du 26 octobre 1983 a été « sanglante » pour les soldats US. Selon Thomas Brokaw, observateur de la NBC, « la bataille qui a eu lieu dans la capitale a été d'une âpreté imprévue, surtout dans la région du fort Frederick ».

Le 28 octobre, D. Marthy, correspondant de la chaîne de télévision américaine CBS, informait depuis le Pentagone en se référant à l'amiral McDonald, que les combats se poursuivaient dans l'île, notamment dans le Sud où ils étaient particulièrement acharnés. Les Américains pilonnaient les régions de résistance par des pièces d'artillerie à partir de l'aérodrome de Point Salines et des coups avaient également été portés par des avions se trouvant à bord du porte-avions **US Independance.**

Le 29 octobre, Radio Guyana communiquait que, grâce aux tirs d'appui des navires de guerre, des avions et des hélicoptères, les occupants avaient réussi à chasser de Saint George's les patriotes qui avaient fait preuve de courage et d'un véritable héroïsme et à s'emparer de certaines positions dans d'autres parties de l'île. Les défenseurs de Grenade avaient reculé à l'intérieur de l'île et s'étaient réfugiés dans les montagnes où étaient situés des camps d'entraînement de la milice populaire. Cette manœuvre avait considérablement compliqué la mission des occupants américains qui devaient venir à bout de la résistance grenadienne dans les plus brefs délais.

Il convient de parler aussi de la participation aux combats des spécialistes civils cubains : bâtisseurs, médecins, enseignants, qui se trouvaient à Grenade sur l'invitation de son gouvernement. En cas d'attaque, ils avaient pour tâche de défendre leurs postes de travail et leurs cités. Comme l'a déclaré Fidel Castro le 14 novembre à La Havane, au cours d'un meeting funèbre de commémoration en l'honneur des spécialistes civils cubains morts à Grenade, il a été irréfutablement prouvé que les travailleurs cubains dormaient au moment de l'intervention. Ils n'ont reçu des armes qu'au plus chaud du débarquement des commandos sur la piste, mais il n'y en a pas eu assez pour tous. Ils ont été obli-

gés de se défendre après que les troupes eurent commencé leur progression. Dans leur avance, les interventionnistes poussaient devant eux un groupe de spécialistes cubains sans armes et qui leur ont servi d'otages.

Vers la fin du mois d'octobre, plus de 8 000 interventionnistes appuyés par 20 navires de guerre, qui avaient « pris dans un étau » cet Etat insulaire, opéraient déjà contre Grenade. Mais les officiers américains affirmaient qu'ils n'étaient pas au courant des victimes civiles. Selon l'affirmation du **New York Times,** les troupes US agissaient avec une « minutie chirurgicale » et « limitaient leur recours à la force ». La réalité était toute différente. A la suite des pilonnages par l'artillerie et des bombardements aériens, un grand nombre d'immeubles de Saint George's ont été complètement détruits. Un raid a réduit en ruines un hôpital, faisant de nombreuses victimes parmi les malades. Ce fait ayant été rapporté par la chaîne de télévision américaine ABC, le Pentagone a été contraint de le confirmer et l'a attribué à un « hasard ». La presse des Etats-Unis a prudemment reconnu que le ministère de la Défense avait refusé net de communiquer des données sur le nombre de victimes parmi la population civile de Grenade. Comme l'a fait remarquer le **Washington Post**, le secrétariat à la Défense des Etats-Unis ne veut pas reconnaître qu'« un grand nombre de Grenadiens ont été tués » par les troupes américaines.

Voici maintenant les récits des témoins sur la façon dont les troupes d'intervention ont contribué à « rétablir la démocratie » et à « remettre de l'ordre » à Grenade.

La chasse aux patriotes et la débauche de pillages

Les Anglaises Liesbeth de Block, institutrice à l'école primaire, et Yvonne Palmer, directrice d'un Institut d'art populaire, travaillaient à Grenade depuis 1979. Elles se trouvaient au foyer universitaire, lorsque les commandos débarqués dans l'île en uniforme de marines US ont déversé leur feu sur un village voisin. Un grand nombre de ses habitants ont été tués ou blessés. Aucune tentative n'a été faite pour évacuer la population civile. Pris de panique, les femmes et les enfants cherchaient en vain des abris.

Les deux femmes, auteurs de ce témoignage, ont confirmé que les civils sans armes ont été les premières victimes de la soldatesque américaine. Le bâtiment où se sont réfugiés les enseignants et leurs élèves a été soumis au feu nourri des mitrailleuses lourdes et des mortiers. Elles ont résolument démenti les assertions diffusées par la presse occidentale, selon lesquelles la population de l'île aurait « accueilli favorablement » l'intervention américaine.

Liesbeth de Block témoigne :

— Tout d'abord, les occupants américains ont mis en liberté les criminels de droit commun de la prison locale. Une vague de pillages a déferlé sur l'île. Des bandits professionnels et des bourreaux de la fameuse « bande des mangoustes » (la police secrète du dictateur Gairy renversé en 1979. — **N.D.L.R.)** ont été immédiatement utilisés

par les agresseurs en tant qu'informateurs et assistants lors des rafles contre les partisans de la révolution grenadienne. A l'aéroport et aux postes de police établis à travers toute l'île, ils se tenaient à côté des soldats américains et désignaient ceux qu'il fallait arrêter et ceux qui pouvaient passer.

Ils ont tué des innocents

Trois étudiants stagiaires ouest-allemands qui vivaient sur le littoral, à quelques kilomètres de Saint George's, ont été les témoins du début de l'agression américaine contre Grenade. Ils ont vu comment l'armada de navires de guerre et une multitude d'hélicoptères ont ouvert un feu nourri contre la ville sans défense.

L'étudiant Gerd Eisenbürger a déclaré :

— Nous avons eu affaire aux soldats américains. Nous savons que personne ne les a priés de venir à Grenade, qu'ils ont tué des innocents. Les crimes des Etats-Unis ne peuvent pas être justifiés. Ici, à Grenade, nous avons pu nous convaincre nous-mêmes que Washington ne peut tolérer que des peuples choisissent une voie de développement autre que la sienne. Pour atteindre ses buts hégémoniques, il est prêt à n'importe quel crime, même à déclencher une guerre.

Eisenbürger et ses deux camarades ont été sommés par les Américains de quitter le pays trois jours après le débarquement des troupes US.

Les infanticides américains

La Suédoise Margareta Andre, médecin, qui se trouvait à Grenade les premiers jours de l'intervention américaine, a raconté ce qui suit dans les pages du journal **Aftonbladet** paraissant à Stockholm :

— De l'abri où nous nous trouvions, nous avons vu les avions américains effectuer des piqués au-dessus d'un quartier où se trouvait un jardin d'enfants. Nous avons téléphoné au jardin, mais personne n'a répondu à notre appel. On a appris plus tard que les roquettes américaines avaient détruit cet établissement préscolaire. Le lendemain matin, tous ceux qui se trouvaient dans l'abri ont également appris que les pilotes de l'US Air Force avaient bombardé un hôpital et que sur ses 130 patients un grand nombre avait péri. 17 enfants et 47 adultes ont été victimes de cette attaque aérienne. Tous ceux qui connaissent tant soit peu l'île ne peuvent pas ignorer où se trouvent l'hôpital et le jardin d'enfants. Les pilotes américains ont sciemment attaqué ces établissements civils.

«A l'aide! Sauvez-nous!»

La revue péruvienne **Oiga** a publié un témoignage d'un radio-amateur local :

— Le jour où le corps interventionniste des Etats-Unis a attaqué Grenade, j'étais chez moi en train de lire. Le poste de radio fonctionnait dans le

sens de la réception. Soudain, les ondes ont fait parvenir une voix faiblissante : « A l'aide ! Sauvez-nous ! Quelqu'un m'entend-il ? » Je me suis mis à l'écoute et je me suis présenté. L'homme à qui je parlais était un des Latino-Américains qui s'étaient réfugiés dans une banlieue de Saint George's, la capitale grenadienne. La maison où ils s'étaient cachés avait été soumise au feu de l'artillerie américaine. Il était 12 heures 10 minutes, heure grenadienne. Mon interlocuteur, un Vénézuélien, m'a dit s'appeler Roberto et que les Américains pilonnaient toute la ville de façon barbare. Roberto et un de ses camarades avaient été blessés. Il appelait au secours. A 15 heures 20 minutes du même jour, le poste-émetteur a de nouveau fonctionné. Ses indicatifs d'appel étaient les mêmes, 27705 LSB, mais, cette fois-ci, mon interlocuteur était Grenadien. Il dit que le Vénézuélien Roberto venait de mourir après avoir perdu beaucoup de sang. « J'entends du bruit dehors. Je vous rappelerai plus tard ! » Ce furent ses dernières paroles et la dernière émission de ce poste radio.

Les Américains n'ont même pas essayé d'entrer en pourparlers

Le chauffeur cubain Amado Garcia Marrero qui travaillait à Grenade depuis août 1981 à la construction de l'aéroport international a dit :

— J'ai entendu les premières explosions des bombes américaines à travers mon sommeil. Nous nous sommes habillés rapidement et avons couru hors du foyer : des parachutistes étaient sur la piste d'envol. Ils étaient déjà nombreux et, pourtant, il ne cessait d'en descendre des hélicoptères. L'attaque contre la cité des bâtisseurs a été lancée sur trois côtés. Les Américains n'ont même pas essayé d'entrer en pourparlers avec nous. Les explosions d'obus et de bombes faisaient trembler la terre et nous n'avons pas tardé à compter des tués et des blessés parmi les nôtres.

J'ai vu la guerre de mes propres yeux

Boris Koutchérov, professeur soviétique de mathématiques, qui se trouvait à Grenade au moment de l'agression américaine, raconte :

— Je ne connaissais la guerre que par les livres et le cinéma. Mais les Américains ont dirigé sans aucune raison valable toute une armada militaire contre la petite Grenade. Que représente cette île ? Un petit morceau de terre dans la mer des Caraïbes. Pour la première fois, j'y ai vu la guerre de mes propres yeux, et j'ai pensé à ce que pourrait être une tuerie mondiale, si l'on n'arrête pas à temps le gouvernement inhumain de l'Amérique d'aujourd'hui.

3—1398

La mort et la destruction

L'ingénieur Gerd Freymark, spécialiste est-allemand, a participé à la construction du réseau téléphonique de l'île depuis janvier 1983. Il raconte :

— Dans la nuit au 25 octobre, nous avons été réveillés par un grondement d'avions et de tirs d'artillerie. C'était le début de l'intervention américaine. Les combats ont duré quelques jours. Les chasseurs n'ont pas cessé de nous survoler. Ils tiraient au canon sur Saint George's détruisant les quartiers d'habitation, sauf les quartiers résidentiels habités par les riches. Les faubourgs et les pauvres chaumières étaient les cibles principales. Quand, par la suite, nous nous sommes rendus à l'aérodrome, nous avons vu ces quartiers : il n'y avait pratiquement pas une seule masure intacte. Toutes les maisons avaient été soit détruites totalement, soit endommagées. J'ai vu les Yankees tuer des civils, y compris les femmes et les enfants. Non seulement au cours des bombardements aériens, mais aussi au tir de précision de l'artillerie. C'était une véritable chasse à l'homme.

Du fascisme pur et simple

Nelli Corvalan (elle porte le nom de son mari chilien), médecin-neurologiste bulgare, témoigne :

— Ce qui s'est passé à Grenade, les bombardements, les massacres de civils, nous a bouleversés. Les Américains ont déclenché une véritable guerre contre un peuple sans défense et ont lancé contre lui les armes d'extermination les plus modernes.

Nous habitions non loin de l'aéroport et nous avons vu le débarquement américain. Lorsqu'avant notre départ de Grenade, on nous a autorisés à aller chercher nos effets à la maison, nous n'y avons vu que des ruines. Les marines avaient tout pillé, nos effets, les jouets de notre fils, même les photographies de l'album familial. Je revois encore ce tableau de pillage, de destruction et de massacre. C'est du fascisme pur et simple, a-t-elle souligné.

Les troupes américaines instaurent un régime d'occupation

C'est la conclusion tirée par les auteurs du rapport « La situation à Grenade » publié par Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'O.N.U. Il en ressort que les Etats-Unis ont l'intention de maintenir leur « présence » pendant une période indéterminée sur cette île des Caraïbes qu'ils ont envahie. Le rapport a été publié conformément à une résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. à la majorité écrasante des voix. Cette résolution exigeait la cessation immédiate de l'intervention armée et le retrait des troupes d'intervention, et l'on priait le secrétaire général de l'O.N.U. de préparer un rapport sur la situation à Grenade. Javier Perez de Cuellar a chargé Diego Cordovez, son adjoint aux affaires politiques spéciales, et un groupe d'experts de se rendre dans cet Etat insulaire pour y recueillir des informations.

Lors de ses entretiens avec des représentants des autorités d'occupation des Etats-Unis, Diego Cordovez a appris que Washington envisageait de « continuer d'apporter son aide consultative et technico-militaire après le retrait des troupes américaines de Grenade. Le rapport du secrétaire général de l'O.N.U. témoigne aussi que les troupes américaines instaurent leurs lois et leur ordre dans l'île et qu'elles procèdent à des arrestations massives des combattants de l'armée révolutionnaire populaire de Grenade, considérés comme des « éléments subversifs ». Les autorités d'occupation n'ont pas permis au représentant de l'O.N.U. de rencontrer les personnalités politiques grenadiennes qu'elles avaient arrêtées. Diego Cordovez n'a séjourné que 30 heures à Grenade à cause des Américains qui ont mis très longtemps à lui donner la permission de visiter l'île. On a fait savoir aux membres de la mission de l'O.N.U. que plusieurs édifices gouvernementaux, notamment la chancellerie du premier ministre, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Agriculture, la résidence du personnel cubain, avaient été soit détruits, soit pillés pendant l'intervention armée. Comme cela est indiqué dans le rapport, il n'y a aujourd'hui à Grenade aucun mécanisme politique qui puisse remplir les fonctions gouvernementales normales.

Des Américains témoignent

Le sénateur Alan Crainston, un des prétendants du parti démocrate à la présidence des Etats-Unis, a critiqué l'intervention armée à Grenade. Lors d'une conférence de presse tenue à Washington le 16 novembre, il a souligné que l'agression des Etats-Unis avait pratiquement détruit le petit Etat insulaire et que le gouvernement des Etats-Unis cachait le nombre précis des Grenadiens tués par les armes américaines, en nous communiquant des chiffres invraisemblablement bas.

Au début de novembre, le **Washington Post** a publié un reportage en provenance de Grenade : « Après s'être emparés de Grenade par voie militaire, les Etats-Unis ont commencé une opération de grande envergure visant à former un gouvernement et à rétablir l'économie de l'Etat insulaire selon le modèle qui conviendrait le mieux à Washington. »

En fait, il ne s'agit de rien d'autre que de l'intention de transformer Grenade en une colonie. A cette fin, on y a tout de suite instauré un régime d'occupation qui rappelle l'ordre instauré par les nazis dans les pays d'Europe qu'ils avaient envahis.

Tout d'abord, les occupants américains ont commencé par arrêter en masse les patriotes. Le correspondant du **Washington Post** a communiqué de Saint George's : « Des centaines de citoyens grenadiens soupçonnés ou accusés de sympathie pour le gouvernement Bishop. . . ont été interpellés par les troupes américaines et celles des pays des Caraïbes. Elles agissent à partir de délations ou sur la base des listes des employés gouvernementaux, des milicianos, etc. »

« Lorsque j'arrête des innocents, je me sens dans la peau d'un agent de la Gestapo »

Ces paroles d'un soldat américain ont été citées dans un reportage du correspondant du journal **The Philadelphia Inquirer** à Grenade. Près de l'aéroport de Point Salines, les occupants ont installé un camp de concentration qui rappelle, à bien des égards, les camps de la mort hitlériens. Voici comment le décrit un correspondant du **New York Times :** « Ce camp, avec ses cinq tours de guet, est entouré de barbelés. Il y a là deux rangs de cachots en bois récemment construits d'environ 8 × 8 pieds chacun. A côté, dix cellules individuelles si petites que les détenus doivent se courber pour y entrer par une trappe basse dont la partie supérieure arrive à peu près à hauteur du genou. Une fois le détenu entré, la trappe est hermétiquement fermée. Ces boîtes appelées « niches à chiens » ne protègent pas de la pluie et deviennent de véritables chambres de tortures sous les rayons du soleil des tropiques. »

Les agissements de la soldatesque américaine à Grenade rappellent les sévices exercés sur les patriotes par les fascistes chiliens aussitôt après la prise du pouvoir. Tous ceux qui, à Grenade, s'opposent aux occupants et à leurs fantoches font l'objet de répressions.

Dans leurs manœuvres visant à instaurer un régime fantoche, les occupants américains ont misé

sur Paul Scoon qui, en 1978, soit bien avant la révolution grenadienne, avait été désigné gouverneur de l'île par la reine Elisabeth II. C'est ce personnage qui est devenu l'homme de paille des Etats-Unis pour couvrir l'occupation de Grenade. Il a interdit les meetings et les réunions, sanctionné l'arrestation sans mandat et introduit la censure de la presse aussitôt après avoir promis une « liberté véritable » à la population. Les décrets qu'il a promulgués prévoient également l'institution d'un conseil consultatif spécial chargé d'examiner les dossiers des personnes accusées de provoquer des « désordres » ou considérées comme « déloyales », ainsi que de ceux qui font obstacle aux actions des autorités d'occupation à Grenade. Tout cela est qualifié de « lois de sécurité d'Etat ». Comme l'écrit le **Washington Post**, le fait que le gouvernement des Etats-Unis ait pris l'engagement de subventionner « l'entretien des forces de police formées par les Etats du bassin des Caraïbes » est significatif.

L'acte de banditisme perpétré par les Etats-Unis contre Grenade est une manifestation caractérisée du terrorisme international de l'administration Reagan. Arthur Schlesinger, éminent historien et personnalité publique des Etats-Unis, professeur à l'Université de New York, a exprimé son opinion dans le **Wall Street Journal** : « Ce coup, très bas, a été porté à Grenade sans déclaration de guerre ni le consentement évident du Congrès. Cette attaque a été lancée en violation de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation des Etats américains, en dépit des promesses de non-ingérence que les Etats-Unis distribuent constamment

(et oublient trop souvent) aux pays de l'hémisphère occidental depuis la conférence de Montevideo de 1933 où nous avons signé, pour la première fois, une déclaration disant qu'« aucun pays n'a le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre pays ».

... Avant Grenade:

Toute l'histoire des relations des Etats-Unis avec leurs voisins du sud atteste le caractère expansionniste et pirate de la politique extérieure qu'ils appliquent dans l'hémisphère occidental.

L'Agence Prensa Latina a préparé un document où sont énumérés dans l'ordre chronologique les principaux actes d'agression commis par les Etats-Unis dans les pays d'Amérique latine et du bassin des Caraïbes. Il est reproduit ci-dessous en abrégé.

1812-1813. Les colons nord-américains inondent le territoire du Mexique. Les Etats-Unis conquièrent par la force tout l'Ouest de la Floride.

1817-1819. Les troupes des Etats-Unis envahissent l'Est de la Floride et l'occupent (à cette époque-là, elle appartenait à la vice-royauté de Nouvelle-Espagne).

1831. Les navires nord-américains bloquent les côtes de l'Argentine et essayent de s'emparer des îles Malouines auxquelles prétendait aussi l'Angleterre.

1833. Au nom de la « défense des intérêts des Etats-Unis », les troupes américaines débarquent à Buenos Aires et y restent deux semaines.

1835. Au nom de la « défense des intérêts américains » au Pérou, les marines US occupent certaines parties des provinces de Lima et de Callao.

1845. Les Etats-Unis annexent officiellement le Texas, territoire mexicain.

1847. Les marines US occupent le port de San Juan del Norte (Nicaragua) par lequel devait passer un canal interocéanique.

1848. Plus de la moitié du territoire du Mexique est annexée et l'on impose à ce pays le traité humiliant de Guadalupe Hidalgo qui ratifie cette conquête.

1852. Les marines débarquent à Buenos Aires pour « défendre les intérêts » des Etats-Unis en Argentine.

1854. Les navires de l'US Navy pilonnent le port de San Juan del Norte à titre de représailles pour les offenses dont un diplomate américain aurait été l'objet.

1855. Un navire de l'US Navy menace le Paraguay et cherche à contraindre le gouvernement de ce pays à ouvrir les fleuves paraguayens à la « libre navigation ». La même année, les troupes américaines débarquent en Uruguay pour « défendre les intérêts américains » dans ce pays.

1856. Bénéficiant du soutien de l'ambassadeur des Etats-Unis John Wheeler, l'aventurier William Walker se proclame président du Nicaragua ; Washington reconnaît immédiatement le nouveau « président » et lui accorde un prêt. Le 22 septembre, parmi les premières mesures prises par son gouvernement, Walker rétablit l'esclavage et annonce que l'anglais sera la langue officielle du Nicaragua.

1865. Au nom d'une soi-disant « défense des biens et de la vie des citoyens américains » résidant au Panama, les troupes américaines débarquent dans cette région.

1866. Les troupes américaines envahissent le Mexique et provoquent des heurts frontaliers avec les forces armées mexicaines. Les Etats-Unis occupent illégalement la région d'El Chamizal.

1867-1871. Les Etats-Unis tentent d'annexer la République Dominicaine. Cette tentative échoue, mais le gouvernement américain reçoit en bail la baie de Samaná où il entend aménager une base navale.

1873. Un contingent naval américain débarque au Panama pour, une fois de plus, défendre « les intérêts américains menacés ».

1885. Les troupes américaines débarquent au Panama afin de « défendre les intérêts des Etats-Unis » et de rétablir la franchise douanière pour les marchandises américaines transportées par le chemin de fer traversant cette région.

1890. Les marines débarquent à Buenos Aires afin de « défendre le consulat et la mission américaine » dans la capitale argentine.

1891. Les navires de l'US Navy établissent un blocus des côtes de Haïti afin d'essayer d'obliger le gouvernement de ce pays à céder le golfe du Môle Saint-Nicolas.

La même année, les marines des Etats-Unis débarquent au Chili.

1894-1896. Les forces navales américaines sont déjà présentes à Rio de Janeiro « afin de défendre le commerce et les bateaux des citoyens américains » au Brésil ; au Panama, pour « défendre les intérêts des Etats-Unis dans l'isthme » ; au Nicaragua, pour « défendre la vie des citoyens américains ».

1898. Sous prétexte d'apporter leur aide au peuple cubain, les troupes américaines s'ingèrent dans la guerre hispano-cubaine, en s'appropriant ainsi les fruits de la victoire inévitable des forces nationales patriotiques de Cuba sur le colonialisme espagnol. Les forces navales américaines occupent l'île et s'emparent de Puerto Rico.

1899. Les troupes de l'US Navy débarquent à Bluefields et à San Juan del Norte (Nicaragua) et y restent un mois.

1900. Le gouvernement américain commet un de ses plus graves crimes, en imposant au peuple de Puerto Rico le « Foraker Act » qui transforme officiellement cette île en une colonie américaine.

1903. Les Etats-Unis imposent à Cuba un traité où ils se réservent le droit de créer des stocks de houille pour leurs navires et de construire des bases navales dans les points stratégiques de l'île ; les marines US débarquent au Honduras, puis, dans la République Dominicaine pour « défendre les intérêts américains ».

1906. Les Etats-Unis interviennent à Cuba et occupent ce pays pendant trois ans.

1907. Pendant un conflit armé entre le Honduras et le Nicaragua, les marines US occupent Trujillo, La Ceiba, Puerto Cortès, San Pedro et Choloma « pour défendre les intérêts des Etats-Unis ».

1909. Les marines américains débarquent au Nicaragua afin d'empêcher le renforcement de la victoire des forces libérales.

1912. Les troupes américaines font irruption au Panama pour diriger dans le sens voulu les élections présidentielles ; à Cuba, pour soutenir les répressions lancées contre la population noire insurgée ; à Puerto Cortès (Honduras), « pour défendre les intérêts des Etats-Unis ».

1914. Les troupes américaines pillent la banque à Port-au-Prince, capitale de Haïti, débarquent en République Dominicaine et occupent le port de Veracruz au Mexique.

1915. Les forces armées américaines débarquent à Haïti et occupent l'île afin d'empêcher l'entrée en fonction du président Dr. Rosalvo Bobo connu pour ses opinions antiaméricaines.

1916. Les Américains débarquent dans la République Dominicaine sous prétexte de « rétablir l'ordre et de défendre les intérêts américains ». La résistance du peuple est férocement réprimée.

1917. Un gros contingent de l'US Navy débarque à Cuba afin de soutenir le gouvernement vénal de Mario García Menocal dans sa lutte contre les libéraux insurgés.

1918-1920. Les troupes américaines violent la frontière mexicaine, font irruption au Panama et débarquent au Honduras et au Guatemala sous prétexte de défendre les « intérêts sacrés des Etats-Unis ».

1924-1925. Les troupes américaines s'ingèrent dans la guerre civile au Honduras, provoquée par la compagnie américaine United Fruit et les propriétaires fonciers locaux. L'aventurier Richard Marsh, ancien chargé d'affaires des Etats-Unis au Panama, essaie de créer la prétendue République de Tule sur le territoire panaméen. Quelques mois

après, les troupes américaines occupent de nombreuses villes du pays afin d'étouffer le mouvement gréviste qui menace de muer en une insurrection populaire.

1926. Les troupes américaines débarquent au Nicaragua pour écraser l'insurrection des libéraux contre le gouvernement vénal d'Adolfo Díaz. L'insurrection est dirigée par le général Augusto Cézar Sandino; les patriotes opposent leur résistance à l'agresseur.

1932. Les navires américains entrent dans le port salvadorien d'Acajutla afin de contribuer à l'écrasement des troupes populaires qui auraient pu causer un préjudice aux intérêts américains. En même temps, le dictateur Maximiliano Martínez tue impunément des milliers de travailleurs.

1933. Les forces navales des Etats-Unis bloquent Cuba et menacent l'île d'une intervention armée.

1953. Des unités américaines débarquent dans le port de Corinto et envahissent toute une partie du Nicaragua.

1954. Des bandes de mercenaires de la C.I.A. font irruption au Guatemala. Sous prétexte de « rétablir la démocratie », ils y renversent le gouvernement constitutionnel de Jacobo Arbenz et y instaurent la dictature du colonel Carlos Castillo Armas.

1960. Les agents de la C.I.A. font sauter, dans la baie de La Havane, le bateau **La Coubre,** ce qui fait beaucoup de morts et de blessés ; les avions venus des Etats-Unis bombardent diverses régions du pays.

Depuis la zone du canal de Panama, les unités américaines tirent sur les Panaméens qui se prononcent pour la défense de la souveraineté de leur

pays et exigent qu'on hisse le drapeau du Panama dans cette zone.

Les navires de guerre US entrent dans des ports nicaraguayens afin de soutenir le gouvernement de Somoza dans sa lutte contre le mouvement populaire.

1961. Des mercenaires entraînés aux Etats-Unis et financés par la C.I.A. font irruption à Cuba ; l'impérialisme essuie sa première grosse défaite en Amérique.

1964. Les étudiants panaméens font l'objet d'une attaque et de tirs des forces d'occupation. Bilan : 21 tués et des centaines de blessés.

1965. Plus de 40 000 marines US envahissent la République Dominicaine pour y réprimer la révolution des constitutionnalistes dirigés par le colonel Francisco Caamaño. Malgré la résistance héroïque opposée par le peuple dominicain, le pays est occupé par les forces d'intervention.

1973. La C.I.A. dirige le putsch fasciste au Chili, à la suite de quoi le gouvernement de l'Unité populaire est renversé et le président Salvador Allende tué.

1983. Les « Rangers » et les marines US envahissent Grenade.

Les faits cités montrent que, par le passé également, les Etats-Unis ont déjà usé de prétextes fallacieux comme « la défense de la vie des citoyens américains », la défense des « intérêts américains menacés » et autres faux « arguments » pour motiver leurs agressions.

II. LES SUBTERFUGES GROSSIERS ET PITOYABLES DE L'« ÉQUIPE REAGAN »

En accomplissant cet acte terroriste contre Grenade, l'« équipe Reagan » a donné au monde entier une nouvelle preuve de son hypocrisie belliqueuse. L'« attachement à la paix » de Washington n'est qu'une des formes servant à dissimuler une nouvelle agression, sans parler des contradictions chroniques dans les interventions du locataire de la Maison-Blanche.

Reagan contre Reagan

« Les membres de la communauté internationale conscients de leurs responsabilités ne menacent pas leurs voisins et n'envahissent pas leur territoire. De plus, ils retiennent leurs alliés de commettre quelque agression. » (Le message « Sur l'état de l'Union », 25 janvier 1983)

« Tôt ce matin des contingents... des Etats-Unis ont commencé à débarquer sur l'île de Grenade, située dans la partie est de la mer des Caraïbes... Les Etats-Unis n'ont rien d'autre à faire que d'agir énergiquement et résolument. » (Déclaration du 25 octobre 1983)

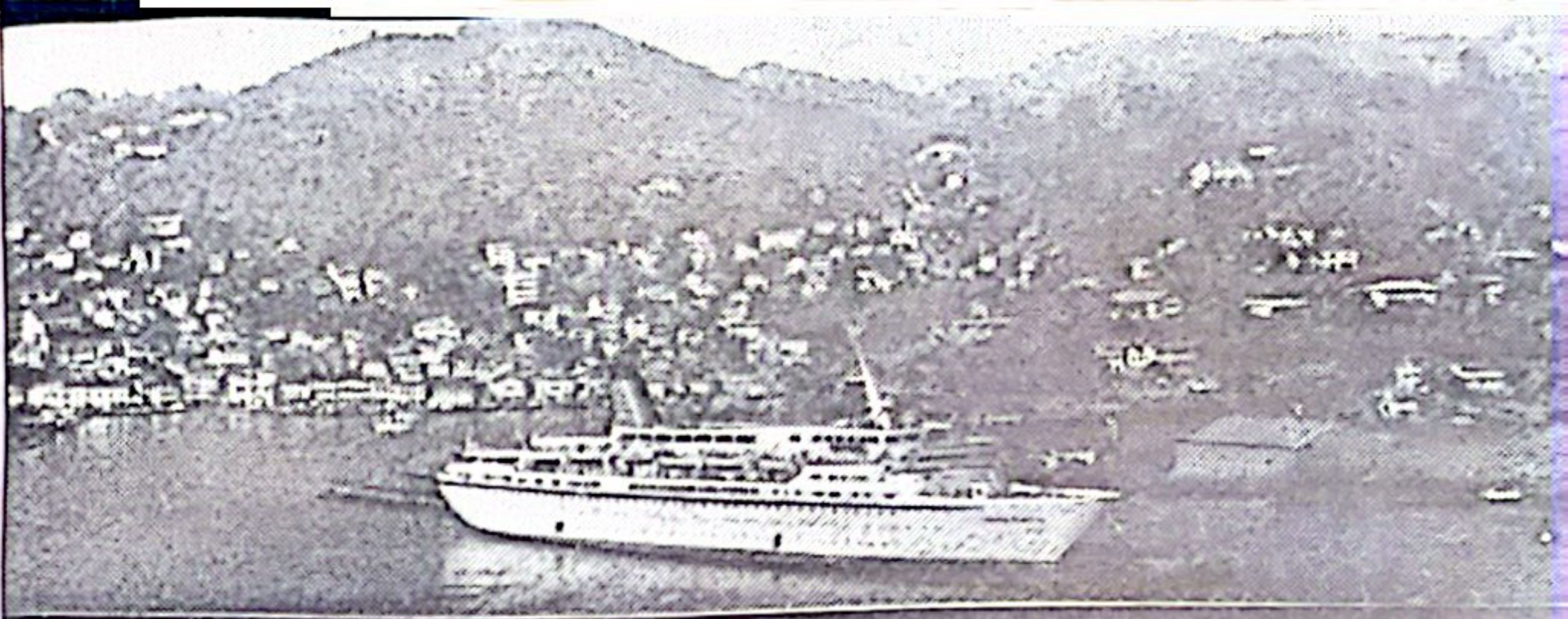
Le terrorisme des U.S.A. à l'égard de Grenade a été accompagné d'une campagne de propa-

gande tapageuse dans l'esprit d'une guerre psychologique, destinée à tromper l'opinion publique aussi bien aux U.S.A. qu'à l'étranger.

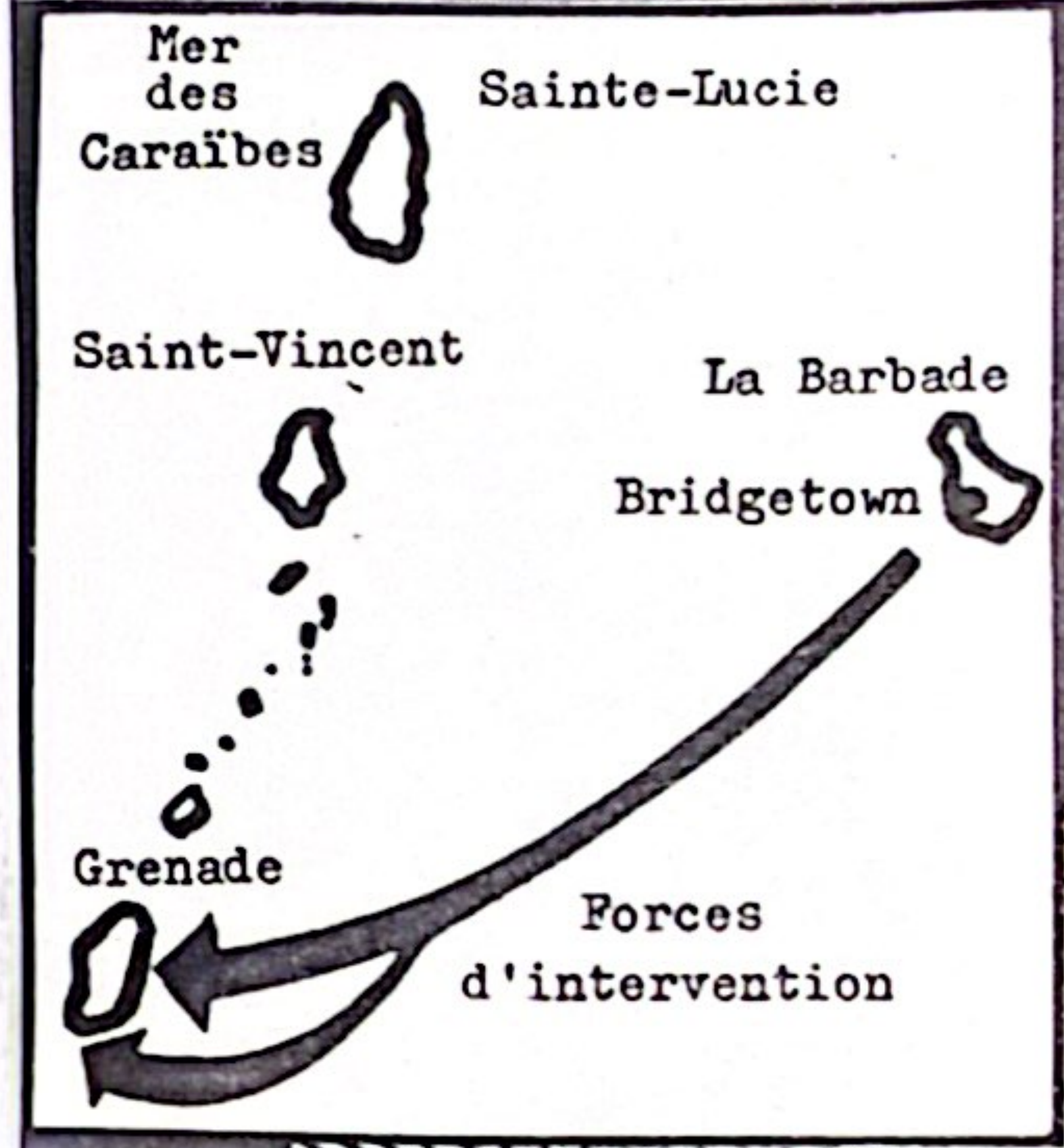
Le 25 octobre 1983, jour du débarquement des interventionnistes à Grenade, le président Reagan a donné une conférence de presse « explicative » aux Américains. Selon lui, cet « acte décisif » a été « essentiellement motivé » par le désir des U.S.A. de « défendre la vie de personnes innocentes de tout crime, dont près d'un millier d'Américains ». Puis, il a insisté sur le fait que les troupes des U.S.A. avaient également débarqué à Grenade pour « aider au rétablissement des institutions démocratiques à Grenade » et « empêcher une aggravation ultérieure du chaos ». Il a prétendu que tout cela répondait « à une demande officielle instante » de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (O.E.C.O.), ce qui veut dire qu'il s'agit d'« actes collectifs ». Par la suite, Reagan et ses plus proches collaborateurs ont, en fonction des besoins, ajouté de nouvelles inventions et affirmations mensongères à ces « arguments ». Examinons quelques-unes des « raisons » qu'ils ont avancées pour motiver leur agression contre Grenade.

Les citoyens américains sont soi-disant « menacés »

Les U.S.A. ont maintes fois utilisé ce subterfuge pour « justifier » leurs interventions au sud de leurs frontières. Hitler y avait également largement recouru quand, sous prétexte de « défendre

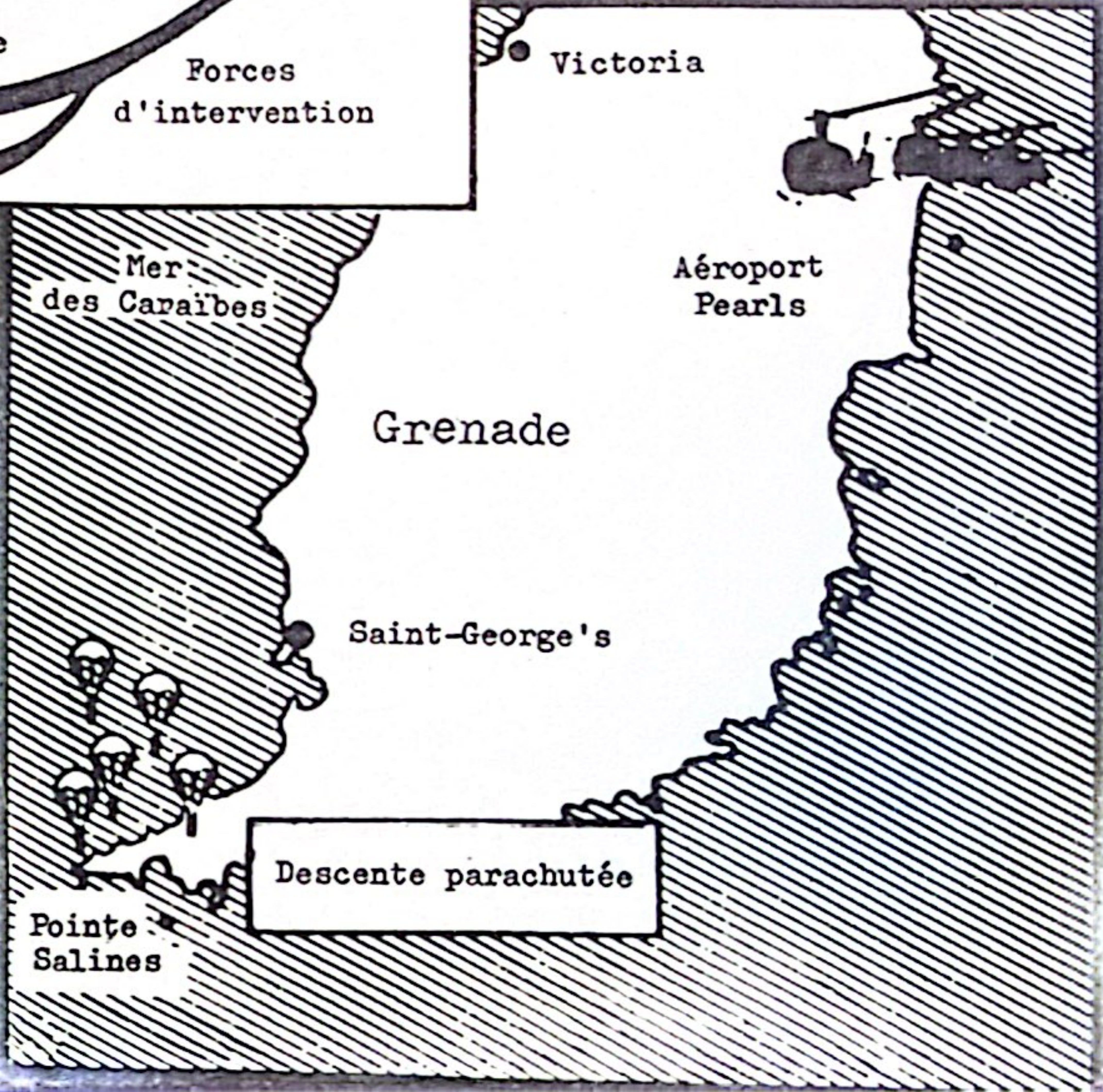


Telle était Grenade avant l'agression.



Le trajet de l'intervention.

C'est là qu'ont été débarqués les premiers commandos.



« Halte à l'intervention des Etats-Unis à Grenade ! » Tous les hommes de bonne volonté le revendiquent.

les intérêts » des personnes d'origine allemande en Tchécoslovaquie ou ailleurs, il avait occupé des pays entiers. Mais qu'en était-il réellement de la sécurité des citoyens américains à Grenade ? Voyons les faits.

La veille de l'agression américaine, les autorités grenadiennes, inquiétées par la menace d'intervention des U.S.A., avaient fait parvenir un message au gouvernement Reagan.

Dans ce message, elles exprimaient leur préoccupation face aux informations disant que le gouvernement des Etats-Unis envisageait d'envoyer ses navires de guerre pour évacuer les citoyens américains de Grenade. « **Nous déclarons de nouveau,** lit-on dans ce message, **que la prospérité et les biens des citoyens américains et des citoyens d'autres pays qui habitent Grenade sont entièrement protégés et garantis par notre gouvernement.** »

« **Tout citoyen américain ou autre, qui désire quitter Grenade pour quelque raison que se soit, est libre de le faire en conformité avec la procédure admise** » (souligné par le rédacteur).

Rappelons également qu'après l'agression, le porte-parole de la Maison-Blanche, Larry Speakes en personne, avait été obligé de reconnaître la réception du message diplomatique mentionné de Grenade. Il avait également dit ne rien savoir des « menaces directes concrètes à l'adresse des Américains ».

« Le président a expliqué l'invasion par la crainte que le conseil révolutionnaire de Grenade ne prenne pour otages des citoyens américains se

trouvant dans l'île, faisait observer le 26 octobre dernier C. Wallace, correspondant de la NBC à la Maison-Blanche. Les aéroports étant fermés, ils ne peuvent partir. Mais même ce fait peut être contesté. Comme la NBC vient de l'apprendre, avant-hier quatre avions avec des citoyens américains à leur bord ont quitté l'île... Tout cela pouvait encore avoir pour but de montrer que les U.S.A. étaient prêts à agir en Amérique latine. »

De plus, 500 parents de jeunes Américains étudiant à Grenade avaient adopté une résolution demandant à l'administration Reagan de s'abstenir d'actes provocateurs hâtifs contre ce pays.

Fin octobre 1983 le **New York Times** a publié un article d'Anthony Lewis intitulé « Que cachait-il donc ? » au sujet des tentatives de Reagan de masquer la vérité sur l'attaque des U.S.A. contre Grenade. Anthony Lewis écrivait notamment que la garantie de la sécurité des Américains à Grenade avait été la cause première évoquée par le président pour expliquer l'invasion de cette île rendue publique le 25 octobre. Reagan affirmait avoir reçu des informations disant qu'« un grand nombre » d'Américains habitant Grenade « s'efforçaient de quitter l'île ».

— Maintenant nous savons, indiquait Anthony Lewis, que Grenade et Cuba sont entrés d'urgence en liaison avec les Etats-Unis et nous ont informés que nos citoyens américains, notamment un important groupe d'étudiants en médecine, étaient en sécurité. Nous savons que l'aéroport a été ouvert et que les Américains ont quitté Grenade un jour avant l'invasion, sans rencontrer aucune difficulté à l'aéroport et sans même y remarquer la garde armée. L'administration Reagan, poursuivait l'auteur de l'article, ne s'est pas réellement intéressée à l'organisation de l'évacuation pacifique des Américains qui désiraient quitter Grenade. Elle ne s'est pas occupée du fret de navires ou d'avions. Elle n'a pas fourni de réponse aux messages des Grenadiens ou des Cubains avant le début de l'invasion. Le gouvernement américain était entièrement décidé à faire une démonstration de force.

Les « rescapés » américains démentent Reagan

Charles Modina, recteur de l'École de médecine à Saint George's, a déclaré le 25 octobre 1983 que les 700 étudiants américains n'avaient encouru aucune menace et qu'ils n'étaient exposés à aucun danger. Il a qualifié l'invasion de Grenade par les U.S.A. d'erreur grave mettant réellement en danger la vie des citoyens américains dans l'île.

Le chef de la Maison-Blanche a proclamé que l'intervention à Grenade aurait été entreprise « pour sauver la vie des étudiants américains qui fréquentaient l'École de médecine dans l'île ».

Voici les témoignages des étudiants américains évacués de Grenade :

— Nous avons servi de prétexte à l'intervention, alors que rien ne menaçait notre sécurité, a dit J. Downheed, étudiant de troisième année à

l'École de médecine à Saint George's. La vie des citoyens américains dans l'île a été menacée après le débarquement d'unités de marines et d'un corps parachuté des U.S.A., qui ont ouvert un feu désordonné.

— Ce n'est qu'après avoir lu la déclaration des représentants officiels de Washington dans des journaux américains, que j'ai su que ma vie était en danger, a dit un autre étudiant, V. Meyer. Il est retourné chez ses parents à San Francisco sans avoir terminé ses études, car il avait reçu l'ordre de quitter Grenade d'urgence.

— Rien ne menaçait les citoyens américains à Grenade, a témoigné P. Bourne qui enseignait depuis plusieurs années à l'Ecole de médecine de Saint George's, dont son père était le vice-recteur. Le 19 octobre, j'ai été appelé au téléphone par un membre du conseil des curateurs. Il m'a annoncé que le département d'Etat des U.S.A. exerçait une pression sur la direction de l'école pour lui faire déclarer en public que les étudiants étaient en péril. Je lui ai conseillé de ne pas se laisser faire. Entre-temps, les autorités grenadiennes ont confirmé à mon père que les citoyens américains se trouvant dans l'île étaient assurés de la sécurité la plus totale. Bien plus, le département d'Etat a été invité à visiter Grenade ; après l'arrivée d'un représentant de l'ambassade américaine à la Barbade, nous avons tenu cette question pour réglée. Il n'y avait plus lieu de s'inquiéter. Cependant, parallèlement, nous avons réuni les étudiants et leur avons donné la possibilité de quitter l'île s'ils le désiraient. Environ 10% des étudiants, pour l'essentiel des nouveaux

qui n'étaient à Grenade que depuis six semaines, ont exprimé l'intention de partir.

« Une invention pure et simple »

La Canadienne M. Green (elle comptait à Grenade parmi les spécialistes de l'instruction, de l'assistance médicale et de l'agriculture) :

— Les marines américains qui ont débarqué dans l'île avaient toutes sortes d'armes et ont ouvert le feu. Ils ont attaqué les positions occupées par les forces d'autodéfense locales, mais aussi les baraques dans lesquelles logeaient les ouvriers cubains qui participaient à la construction de l'aérodrome. Ils ont même tiré sur l'hôpital.

Les spécialistes séjournant dans l'île comprenaient mal ce qui avait pu pousser le président Reagan à entreprendre cette action. Il affirme que la situation à Grenade après le conflit politique intérieur constituait une menace pour la vie et la sécurité des étudiants et autres citoyens américains. Mais c'est faux.

Ni les citoyens américains ni nous, les Canadiens qui nous trouvions à Grenade, n'avons ressenti aucune menace. Nous pouvions nous déplacer librement dans l'île. Je suis catégorique, nous ne faisions l'objet d'aucunes restrictions. Celles-ci sont apparues avec l'intervention des Américains à Grenade. On nous a même interdit de prendre l'avion qui se trouvait à l'aérodrome le jour de l'invasion, pour rentrer chez nous, au Ca-

nada. Bien plus, on nous a bloqués dans l'île pendant plusieurs jours encore.

Stewart Rash, étudiant de New York, fréquentait l'Ecole de médecine de Saint George's et se trouvait à Grenade au moment de l'invasion des troupes des U.S.A. Pendant tout mon séjour dans ce pays, a-t-il dit dans une interview au journal **Riverdale Press** paraissant à New York, je ne me suis pas une seule fois senti menacé de quelque façon que ce soit. En fait, une menace réelle n'est apparue pour la vie des étudiants et des autres citoyens américains que lorsque les troupes des U.S.A. ont envahi l'île sous prétexte de les sauver, a souligné S. Rash. Les déclarations de l'administration de Washington, selon lesquelles les étudiants américains étaient retenus en otages, ne sont qu'une pure invention, a-t-il fait observer.

Les soi-disant demandes aux U.S.A. de lancer une intervention

Voyons maintenant quels sont les autres « arguments » de Reagan destinés à justifier cet acte de banditisme des U.S.A. Comme l'affirme le président, il a agi « à la demande » de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales. Il faut dire tout de suite que celle-ci est dominée par des Etats insulaires qui dépendent entièrement de la volonté de Washington. Mais là également, quelque chose cloche dans les propos de Reagan.

Dans son numéro du 28 octobre dernier, le **Times** a publié un article de Jeff Newsmith, envoyé de Bridgetown (la Barbade), intitulé « La Barbade déclare : Les U.S.A. ont été les premiers à proposer une invasion. » Il y est dit notamment : Les officiels américains, dont le président Reagan, cherchent par tous les moyens à présenter la participation des U.S.A. à cette affaire comme leur réponse à la demande des pays des Caraïbes de l'Est de les secourir. Or, Adams, premier ministre de la Barbade, a déclaré que, le 15 octobre déjà, un certain fonctionnaire américain lui fait part de la nécessité de « venir en aide » au premier ministre grenadien Maurice Bishop.

Comme l'a déclaré Adams, écrit le **Times**, un collaborateur du ministère de la Défense et de la Sécurité publique lui avait rapporté qu'un fonctionnaire américain avait étudié à titre préalable la façon de « sauver » Bishop de ceux qui l'avaient fait prisonnier, et avait même proposé de lui assurer un moyen de transport à cette fin.

Ajoutons que cette fois aussi l'hypocrisie a été de mise. Il est notoire que l'administration Reagan témoignait d'une vive hostilité envers Maurice Bishop lui-même et son entourage le plus proche. Il est fort possible que les Etats-Unis ne soient pas étrangers au désaccord apparu la veille de l'agression américaine au sein de la direction grenadienne. Fidel Castro a indiqué dans son discours prononcé à La Havane le 14 novembre 1983 :

« Personne encore ne peut préciser si ceux qui ont semé la discorde l'ont fait de leur propre gré ou bien sous la houlette de l'impérialisme ... Qui a fomenté un complot contre

lui (Bishop. — N.D.L.R.) au sein du parti, de l'armée et du service de la *sécurité* d'Etat ? Un groupe d'extrémistes contaminés de politicaillerie théorique ou bien simplement un groupe d'opportunistes aux ambitions démesurées, voire d'agents ennemis qui ont voulu mettre fin à la révolution à Grenade ? L'histoire seule pourra répondre à cette question. »

Venons-en à la tentative de Reagan de « légaliser » l'occupation injustifiable de Grenade par des références à une « demande écrite » de P. Scoon, considéré par Londres comme le gouverneur général de Grenade depuis 1978, c'est-à-dire avant la révolution de 1979. **Contrairement aux affirmations de Washington, P. Scoon n'a pas adressé de « demande écrite » d'invasion armée dans ce pays du bassin des Caraïbes.** Cet aveu a été fait par le premier ministre de la Jamaïque E. Seaga lors de son entretien avec le correspondant de l'Agence de presse des Caraïbes.

Selon le premier ministre de la Jamaïque, les U.S.A. et les pays qui, à la suite des marines américains, ont envoyé leurs troupes à Grenade, ont agi en conformité avec l'information, reçue de « sources diplomatiques », que P. Scoon « désirerait une intervention de notre part ».

Cette déclaration, indique le Canadian Press, est contraire aux affirmations précédentes des U.S.A. selon lesquelles **P. Scoon aurait signé une lettre préparée d'avance qu'on lui aurait fait parvenir un jour avant l'invasion. En fait,** note le Canadian Press, **Scoon n'a signé la lettre qu'après l'invasion des troupes américaines à Grenade.**

Mais même si ces « demandes » de l'O.E.C.O. ou de Scoon existent réellement, elles ne peuvent en aucun cas justifier une intervention étrangère contre un Etat souverain.

« Le fondement juridique du débarquement sera assez difficile à expliquer, écrivait l'hebdomadaire **Le Nouvel Observateur** paraissant en France. Les marines sont allés à Grenade non pas en vertu du droit international ou d'un fictif appel à l'aide, mais par la seule volonté du président. »

Au nom d'un soi-disant retour à la démocratie

« Le débarquement des soldats américains à Grenade est un acte de violence qui soulèvera une vague antiaméricaine dans tous les pays, écrivait le journal ouest-allemand **General-Anzeiger** dans son numéro du 26 octobre dernier. L'affirmation selon laquelle l'invasion a été entreprise à la demande de la population du pays sert depuis longtemps de prétexte pour justifier de telles interventions armées et ne saurait cacher les dessous de cet acte. Quant à la promesse de l'administration US d'aider le peuple de Grenade à rétablir la démocratie, elle est en contradiction flagrante avec les méthodes armées de cette aide. Une attaque d'une superpuissance contre un Etat minuscule est injustifiable et ne peut que ternir le prestige des Etats-Unis. »

L'observateur connu Tad Szulc écrivait dans le **New York Times :** l'explication cynique et peu convaincante donnée par le président Reagan pour expliquer l'invasion à Grenade des forces des Etats-Unis et, comme l'a annoncé le Pentagone, d'unités militaires de certains pays du bassin des

Caraïbes peut créer une situation embarrassante susceptible de se transformer en problème réel dans un contexte déjà dangereux. La déclaration de Reagan affirmant que cet acte de guerre était destiné à « aider à rétablir les institutions démocratiques » dans l'île suscite une inquiétude particulière.

Tad Szulc conclut :

« Ainsi, ses tentatives (de Reagan. — **N.D.L.R.**) de présenter ses actes comme la défense par les Etats-Unis de la démocratie dans un Etat étranger sont probablement l'élément le plus alarmant de toute cette histoire. En fait, Reagan proclame une doctrine américaine toute neuve en politique extérieure. Ce précédent pour le moins inhabituel est susceptible d'aider à « légaliser » les actes militaires des Etats-Unis dans les autres régions du monde, lorsque Reagan jugera à nouveau nécessaire de sauver les institutions démocratiques telles qu'il les entend. »

Reagan dément Reagan

« La démocratie ne doit pas être imposée de l'extérieur. » (Pendant la réception à la Maison-Blanche en l'honneur des participants à la Conférence internationale pour les élections libres, 9.XI.1982)

« Nous avons entrepris cet acte décisif pour... aider à rétablir les institutions démocratiques à Grenade. » (Déclaration du 25.X.1983)

« En commun avec nos alliés et amis à l'O.T.A.N., en Asie, en Amérique latine et dans les autres régions du monde, nous défendons résolument la cause de la paix et de la liberté... Avec nos alliés, nous nous sommes persuadés de la force infinie de nos valeurs démocratiques communes. » (Message « Sur l'état de la nation », 25.1.1983)

« Les U.S.A. doivent soutenir jusqu'au bout leurs alliés, même s'il s'agit d'un régime de droite ou fasciste. » (Interview à l'hebdomadaire italien **Settimanale** du 20.I.1981)

Les discours de Reagan et de son « équipe » sur la « défense de la démocratie » ne leur sont utiles que pour couvrir le terrorisme des U.S.A. dans l'arène mondiale. L'observateur Ronald Steel écrit dans le **New York Times** que le chef de l'administration de Washington est loin de « se préoccuper » véritablement du sort de la démocratie. « Les bourreaux, dont certains particulièrement cruels, ne manquent pas en Amérique centrale et dans le bassin des Caraïbes, indique-t-il. Ils sont au pouvoir dans la république voisine d'Haïti, sans parler du Salvador où, au cours de ces quatre dernières années, les bourreaux que nous soutenons ont été impliqués dans l'assassinat de quelque 37 000 civils, ce qui équivaut au tiers environ de toute la population de Grenade. » Ronald Steel poursuit : « Je crois vain d'attendre la libé-

ration de ces pays et des autres pays amis, dirigés par ces bourreaux. (Il a manifestement en vue les régimes fascistes au Chili, au Paraguay, au Guatemala. — **N.D.L.R.**) Puisqu'il en est ainsi, l'hypocrisie de Reagan est manifeste. En croyant avoir affaire à des imbéciles, il a également offensé le peuple américain. Il a donné l'ordre d'envahir Grenade pour montrer que les Etats-Unis étaient prêts à employer la force pour se débarrasser des gouvernements indésirables. »

« La Maison-Blanche... s'efforce de prouver que l'invasion de Grenade a été entreprise pour sauver la démocratie, écrivait le **Daily Mirror** britannique. Mais personne n'y croit, même aux Etats-Unis... L'invasion américaine est illégale. »

La soi-disant base de terreur

Quelques jours après le débarquement des marines à Grenade, le gouvernement Reagan s'est hâté de diversifier son choix d'« arguments ». Il a tiré de l'oubli le vieil argument selon lequel les « menées » de l'U.R.S.S. et de Cuba dans l'île représentaient une « menace » pour la sécurité des U.S.A. et des autres pays de la région. Les officiels ont notamment évoqué « deux bataillons de troupes cubaines » à Grenade. Selon le **New York Times,** l'« équipe Reagan » a recouru à ce moyen pour répondre « aux critiques violentes élevées dans le pays et à l'étranger ». Voilà pourquoi il lui a fallu d'urgence trouver un nouveau mensonge.

Le ministre de la Défense des U.S.A., Caspar Weinberger, n'a pas tardé à se mêler de l'affaire. A la conférence de presse le 28 octobre dernier, il a déclaré :

« Les U.S.A. ont accumulé suffisamment de preuves attestant que Cuba voulait transformer l'île en une « base de terreur ». « Il est parfaitement évident qu'un tel acheminement d'armes et d'équipement ne peut avoir pour but que la transformation de l'île en base. Nous avons agi avant qu'il ne soit trop tard », a déclaré hystériquement le chef du Pentagone.

Quant à la déclaration de H. Baker, leader de la majorité républicaine au sénat, elle a été on ne peut plus absurde. Il a dit : « A mon avis, ce sont les Cubains qui ont envahi Grenade et les troupes américaines ont libéré ce pays..., nous avons agi avec précision, réflexion et légalement en débarquant et libérant le pays de l'emprise cubaine et russe. »

Cependant, ce subterfuge fondé sur l'invention d'une base « soviéto-cubaine » n'a pas remporté le succès escompté. « En se fondant sur les informations recueillies et les audiences tenues le 28 octobre avec deux officiels haut placés du gouvernement, écrivait le **New York Times,** les sénateurs ont conclu que les faits de l'activité cubaine à Grenade ne permettaient pas de confirmer la justesse des déclarations comme quoi Cuba était sur le point d'occuper l'île ou d'en faire une base d'exportation du terrorisme et de la révolution. »

Le sénateur D. Moynihan ainsi que les autres membres de la commission sénatoriale spéciale

pour les renseignements ont mis en doute la déclaration du gouvernement relative aux dépôts d'armes découverts dans l'île. « Nous avions entendu dire que Grenade était un arsenal soviétique et cubain, a dit le sénateur D. Moynihan. Aujourd'hui, j'ouvre le journal et je lis que les nombreuses armes qui s'y trouvent entreposées ont vu le jour il y a cent ans et qu'elles sont des objets historiques précieux, dont des carabines datant du XIX^{e} siècle. »

L'aéroport qui, soi-disant, menaçait la sécurité des U.S.A.

A propos des tentatives de Reagan de prouver que Grenade représentait une « menace » pour la sécurité nationale des U.S.A., il y a lieu d'évoquer ses inventions relatives à l'aéroport civil qu'on construisait dans l'île dans le but de développer le tourisme. Le mensonge invoquant une « base aérienne soviéto-cubaine » a été entièrement démenti.

Le 30 octobre dernier, la compagnie britannique Plessey, qui réalisait la construction de l'aéroport à Grenade, a déclaré qu'il était destiné exclusivement à des fins civiles. Cette déclaration a été faite, entre autres, par le représentant de cette compagnie Tony Devereux.

Le **Sunday Express** londonien écrivait : « Si le gouvernement de la Grande-Bretagne a approuvé le projet de construction de l'aéroport et s'il a reconnu que cet aéroport était réellement destiné à des fins civiles, il vient alors à l'esprit des questions très désagréables à poser aux U.S.A. sur l'une des principales justifications de l'invasion américaine. »

Le **Sunday Express** a annoncé que la plupart des Cubains travaillaient sur le chantier de l'aéroport « sous le contrôle de la compagnie Plessey », au su et avec l'accord du ministère des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne. « Un nouveau facteur est entré en jeu qui permet de comprendre pourquoi Mme Thatcher s'oppose à l'invasion américaine à Grenade et pourquoi les principaux ministres sont tellement mécontents du comportement du président Reagan, a souligné le journal. Car la position officielle découlant des principes et des lois s'explique par les intérêts financiers considérables que les Anglais ont dans cette île de la mer des Caraïbes. »

En effet, si l'Angleterre a approuvé la construction de l'aéroport et si elle était convaincue que ce dernier était destiné à des fins civiles, que valent alors les dissertations de Reagan sur la construction d'un aéroport militaire ?

Aussi l'affirmation du président Reagan, selon laquelle les Américains sont arrivés à Grenade « juste à temps », est-elle absurde. Dans son numéro du 2 novembre dernier, le **New York Times** a publié un article de Philip Taubman qui écrivait en substance : « Les collaborateurs du gou-

vernement Reagan reconnaissent que, dans leur tentative d'obtenir le soutien de l'opinion publique à l'invasion à Grenade, ils ont peut-être compromis la confiance dans le gouvernement en formulant des accusations gratuites d'influence soviétique et cubaine dans cette île, sans les étayer jusqu'à ce jour de preuves concrètes. » Les faits attestent que ces « preuves » n'existent pas et ne peuvent exister.

Arthur Schlesinger: Reagan a « frappé en traître » Grenade sous couvert de faux prétextes

Dans son numéro du 9 novembre dernier, le **Wall Street Journal,** journal américain influent, organe des milieux d'affaires des U.S.A., a publié un article d'Arthur Schlesinger. Celui-ci dément les principaux prétextes dont l'administration Reagan a usé pour porter son « coup bas » à Grenade. Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de cet article :

« Les différents arguments allégués par l'administration pour justifier cette invasion peu reluisante ne sont absolument pas convaincants. La nécessité de sauver les étudiants en médecine américains à Grenade a été le premier argument

invoqué. En fait, aucune donnée n'atteste que ces étudiants aient été en danger ou qu'ils aient été retenus à Grenade contre leur volonté. Le conseil militaire de Grenade a donné des assurances claires et nettes que la vie des Américains et leurs biens seraient garantis et protégés. Notre gouvernement n'a pas fait appel à la Croix-Rouge ni à d'autres médiateurs pour organiser l'évacuation. Celle-ci n'était pas nécessaire. En fait, il fallait un prétexte pour une guerre. Pour évacuer les citoyens en cas d'un danger réel ou supposé, il n'est pas obligatoire d'envahir un pays ou de renverser son gouvernement. »

« On a ensuite prétexté que l'invasion était nécessaire pour prévenir le chaos. Mais rien n'indique que le chaos régnait à Grenade... Le prétexte de la nécessité de prévenir le chaos nous rappelle trop vivement les histoires incroyables dont s'est accompagnée l'invasion dans la République Dominicaine, réalisée par le président Johnson en 1965. Avec le temps, les informations sur les milliers de tués, les rues noyées dans le sang, les massacres publics, etc., ont été démenties. Le président Reagan reconnaît lui-même que ceux qui ont préparé et effectué l'invasion de Grenade « ne disposaient pratiquement pas de renseignements sur la situation dans l'île ».

« Le troisième prétexte disait que les Etats-Unis ont dû intervenir parce que six pays membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales les avaient priés de le faire... Or, habituellement, les U.S.A. ne définissent pas leur politique extérieure en fonction d'appels d'autres Etats », a fait observer A. Schlesinger. « Je ré-

pète, écrit-il, nous avions besoin d'un prétexte. Le premier ministre de la Barbade a même déclaré que l'idée d'une intervention armée avait été exprimée pour la première fois « par un officiel américain », bien qu'il se soit dédit plus tard, sans doute après que Washington lui eût adressé une remontrance. » D'ailleurs, quelle que soit l'origine réelle de cette idée, « une demande officielle, selon le **New York Times,** a été rédigée à Washington et remise aux dirigeants des Caraïbes par des émissaires spéciaux américains. »

« Le quatrième prétexte, pour reprendre les paroles de président, a été notre détermination de « rétablir à Grenade l'ordre et la démocratie ». Cette affirmation aurait été plus crédible si nous avions fait preuve de la même détermination de rétablir l'ordre et la démocratie, disons, à Haïti ou au Chili. »

« Le cinquième prétexte pour cette invasion déloyale est devenu nécessaire parce que les forces qui l'ont réalisée se sont brusquement heurtées à une opposition acharnée à laquelle ils ne s'attendaient pas (l'effectif de ces forces a très rapidement dépassé 5% de toute la population de Grenade)... Etonnés par l'obstination de la résistance, nous avons vite vu en elle une autre justification à nos actions : les Cubains étaient prêts à occuper Grenade. Ce prétexte n'est apparu qu'après le début de l'invasion... Longtemps après le début de l'invasion, le président Reagan a déclaré qu'« on se préparait à faire de Grenade un puissant bastion militaire » et que « nous étions arrivés juste à temps », tout comme dans ces vieux westerns dans lesquels avait

joué notre président et où l'aide venait au dernier moment. »

« Il y a dans tout cela quelque chose de très étrange. En effet, Grenade s'est trouvée sous le contrôle d'un gouvernement marxiste (telle est l'appréciation portée arbitrairement par A. Schlesinger. — **N.D.L.R.)** pendant les quatre années qui se sont écoulées après l'arrivée au pouvoir de Maurice Bishop. Avant son renversement, les officiels de Washington l'ont proclamé tantôt créature soviétique, tantôt protégé cubain. Il était particulièrement lié d'amitié avec Castro, et le gouvernement cubain a résolument condamné son assassinat... Et voilà que l'administration Reagan qui vilipendait Bishop de son vivant a soudainement fait de sa mort une tragédie. Le pauvre vieux Bishop ne se doutait probablement pas à quel point il nous était cher. »

« Toute cette série de faux prétextes cachent le simple fait que notre président a décidé de donner une démonstration de la puissance américaine en frappant en traître le régime qui l'irritait. »

« Je crois réellement au droit d'un pays de réaliser des opérations secrètes lorsqu'il estime celles-ci les plus conformes à ses intérêts..., a déclaré Reagan lors d'une conférence de presse. Or, il est impossible d'informer le peuple (c'est-à-dire le congrès américain et l'opinion publique de notre pays) sans fournir des renseignements à ceux qui ne doivent pas les savoir. » A Grenade, le président a élargi le cadre de cette doctrine en y incluant une invasion armée. »

Eagleburger: «Je suis déjà habitué au double standard de l'O.N.U. ...»

Dans son interview à la revue ouest-allemande **Der Spiegel**, Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politiques des U.S.A., témoigne malgré lui à quel point les alliés les plus proches de Washington ont été choqués par les méthodes d'intervention inqualifiables employées contre Grenade et par les faux prétextes avancés pour la justifier. En voici quelques extraits :

Question : Après le débarquement à Grenade, le secrétaire d'Etat Shultz a déclaré : « C'est probablement un tournant dans l'histoire, nous avons prouvé au monde entier que nous défendrons à tout prix nos intérêts. » Cela peut donc être interprété comme une preuve que les U.S.A. sont prêts plus que jamais à appliquer leur politique extérieure au moyen de la force militaire.

Réponse : Il importe avant tout que nos amis en Europe occidentale, que ces événements beaucoup trop inquiétés, comprennent encore mieux la nature véritable de ces événements. Dans ce cas particulier, Grenade a prouvé que les Etats-Unis étaient prêts à agir manu militari pour deux raisons. Premièrement, il y allait et il y va de la sécurité de plus d'un millier de citoyens américains qui, à notre avis, étaient menacés. Pour moi, il n'y a aucun doute à ce sujet...

Question : Nous nous permettons d'en douter.

Réponse : C'est votre affaire. Mais votre conclusion, faite à des milliers de kilomètres des événements, ne peut remplacer la nôtre, ni l'opinion des Américains qui étaient en danger à Grenade. Ainsi, j'insiste sur le fait que nous sommes entrés dans ce pays pour défendre les citoyens américains. La deuxième raison étant une demande de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales. Ceux-ci ont jugé que les événements à Grenade menaçaient leur propre sécurité. Aussi, nous sommes-nous montrés prêts à recourir à la force.

Ainsi, l'unique conclusion que vous pouvez en tirer est que le président Reagan, dans certaines circonstances, est prêt à utiliser la puissance de l'Amérique...

Question : Si l'on s'en tient à la logique américaine qui vous a fait venir en aide à la démocratie à Grenade, une question s'impose : pourquoi seulement à Grenade ? Pourquoi pas au Chili, à Haïti, au Salvador où des citoyens américains ont réellement été kidnappés, torturés et tués ?

Réponse : Comme vous voyez, tout arrive. Ai-je prononcé le mot « démocratie » quand j'ai évoqué les deux raisons qui nous ont poussés à envahir Grenade ?

(Rappelons que le président Reagan en personne a souligné à plusieurs reprises que l'un des objectifs de l'invasion américaine à Grenade était de « rétablir les institutions démocratiques » dans l'île. — **N.D.L.R.**)

Question : Si vous considérez en effet votre invasion comme moralement justifiée et légale, com-

ment expliquerez-vous la réaction de votre allié le plus fidèle le premier ministre britannique Mme Thatcher ? Celle-ci a critiqué violemment l'invasion à Grenade. . .

Réponse : . . . Je ne partage pas son opinion. Nos actions à Grenade ne signifient nullement que l'Occident ne pense qu'à envahir d'« autres pays ». Les Etats-Unis ont fait ce qu'ils ont jugé nécessaire de faire dans cette situation particulière.

Question : Plus de cent autres pays pensent différemment. Ils ont voté contre vous à l'Organisation des Nations Unies ou se sont abstenus. Ces gouvernements n'ont-ils pas compris non plus le problème ?

Réponse : Effectivement, vous avez parfaitement raison.

Question : Le président a déclaré que les résultats du vote à l'O.N.U. ne lui avaient pas coupé l'appétit pour autant. Et pour vous, qu'en a-t-il été ?

Réponse : A moi non plus. Je ne prends jamais de petit déjeuner. Mais je suis déjà habitué au double standard de l'O.N.U.

Les réponses d'Eagleburger ont été à tel point mensongères que, dans certains cas, le correspondant de la revue **Der Spiegel** n'a pas pu s'empêcher de faire des remarques comme celle-ci: « Vous affirmez que la minuscule Grenade a été une menace pour les Etats-Unis. C'est tout simplement étonnant. . . »

III. TOUTE L'OPINION MONDIALE CONDAMNE L'AGRESSION AVEC VÉHÉMENCE

La nouvelle de l'invasion de Grenade par les troupes américaines, annoncée le 25 octobre, a suscité une profonde inquiétude et soulevé de vives protestations dans le monde entier.

O.N.U.: grossière violation du droit international

Le jour même, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. a convoqué une séance extraordinaire.

Les représentants de plus de 60 Etats ayant participé au débat ont résolument condamné l'agresseur.

Le 28 octobre, ils ont voté une résolution qui exigeait la cessation immédiate de l'intervention armée des U.S.A. contre Grenade et le retrait sans délai des troupes étrangères de son territoire. Dans ce document, l'invasion de Grenade est qualifiée de violation grossière du droit international et d'atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de cet Etat. La résolution a été soutenue par la Guyana, le Zimbabwe, la Jordanie, la R.P.C., Malte, les

Pays-Bas, le Nicaragua, le Pakistan, la Pologne, l'U.R.S.S. et la France, membres du Conseil de sécurité. Même des alliés et partenaires aussi proches de Washington que l'Angleterre, le Zaïre et le Togo se sont abstenus, se désolidarisant ainsi de cette entreprise éhontée. Pas un seul membre du Conseil de sécurité n'a soutenu les Etats-Unis. Seul l'agresseur lui-même, les U.S.A., s'est opposé à la résolution. Ils ont usé du droit de veto.

Au cours du débat, les représentants de plusieurs pays ont fait part de leur inquiétude face à l'intervention américaine contre Grenade.

Le représentant de l'Argentine C. Muñis : L'invasion de ce petit pays par les troupes américaines et les forces de quelques autres Etats est une grossière violation des normes du droit international, une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Cet acte de violence n'a fait qu'aggraver encore la situation dans cette région. Le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats est inscrit dans la Charte des Nations Unies et dans nombre de documents de l'organisation mondiale. Nul ne doit essayer de changer par la force l'ordre intérieur dans un Etat souverain.

Le représentant de l'Ethiopie M. Hamid Ibrahim : Le débarquement de marines sur le territoire de Grenade incarne les ambitions dominatrices des U.S.A. L'invasion de Grenade est un acte contraire à la loi et à la morale. Washington cherche à élargir sa sphère d'influence et à dominer sur des régions importantes du monde. Ceci explique également ses actes hostiles menés contre le Nicaragua.

L'intervention des forces armées des U.S.A. sur le territoire de Grenade, a déclaré le représentant du Vietnam Hoang Bich Son, a soulevé l'indignation générale. Cet acte agressif constitue une menace pour la paix et la sécurité de toute l'Amérique centrale. La violation de la souveraineté d'un pays membre de l'O.N.U. par les forces armées américaines n'est pas un acte isolé, mais un maillon de la « politique de la canonnière », pratiquée par l'actuelle administration américaine.

N. Sinclair, représentant permanent de la Guyana à l'O.N.U., a résolument réfuté les prétextes invoqués par Washington pour justifier son acte de banditisme, ainsi que ses références à une « demande » de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales. Grenade, a-t-il souligné, ne menaçait personne.

L'adoption à la majorité absolue, à la séance plénière extraordinaire de la XXXVIII^{e} session de l'Assemblée générale de l'O.N.U., d'une résolution condamnant l'agression des U.S.A. contre l'Etat souverain indépendant de Grenade et montrant le caractère illégal et amoral des actions de l'administration Reagan, s'avéra une sentence sévère pour Washington.

Résolution « Situation à Grenade »

« L'Assemblée générale,

Prenant en considération les déclarations faites au Conseil de sécurité sur la situation à Grenade,

Se référant à la déclaration sur les principes du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats,

Se référant également aux principes concernant l'inadmissibilité d'une intervention et d'une ingérence dans les affaires intérieures des Etats,

Confirmant le droit souverain et inaliénable de Grenade de déterminer librement son propre système politique, économique et social et de développer ses relations internationales sans intervention, ingérence, sabotage, contrainte ou menace du dehors quelle qu'en soit la forme,

Regrettant profondément les événements survenus à Grenade et qui ont provoqué l'assassinat du premier ministre Maurice Bishop et d'autres citoyens en vue de Grenade,

Prenant en considération qu'en vertu du point 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, tous les Etats membres sont tenus de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les principes de la Charte,

Etant sérieusement préoccupée par l'intervention armée perpétrée, résolue à assurer le prompt rétablissement d'une situation normale à Grenade,

Consciente de la nécessité d'un strict respect par les Etats des principes de la Charte,

1. Déplore profondément l'intervention armée contre Grenade qui est une grossière violation du droit international et une atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de cet Etat ;

2. Déplore la mort des citoyens pacifiques innocents, victimes de l'intervention armée ;

3. Appelle tous les Etats à faire preuve d'un strict respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Grenade ;

4. Exige la cessation immédiate de l'intervention armée et le retrait sans délai des troupes étrangères de Grenade ;

5. Appelle à organiser des élections libres le plus tôt possible pour permettre au peuple de Grenade d'élire par voie démocratique son gouvernement ;

6. Prie le secrétaire général d'évaluer d'urgence la situation et de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur cette question dans un délai de soixante-douze heures. »

108 Etats ont voté pour le projet de résolution dans son ensemble, présenté par le Nicaragua et le Zimbabwe ; 9 Etats : les U.S.A., Antigua et Barbude, la Barbade, la Dominique, le Salvador, Israël, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, ont voté contre.

Le 11 novembre 1983, pendant les entretiens soviéto-syriens à Moscou, A. Gromyko, membre du Bureau politique du C.C. du P.C.U.S., premier vice-président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., a déclaré à propos de l'intervention armée contre Grenade :

« La condamnation générale de l'agression américaine à Grenade, dont témoigne en particulier la résolution ad hoc, adoptée à l'actuelle session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. par la majorité écrasante des Etats membres de cette organisation, devrait, semble-t-il, servir de sévère avertissement à Washington. Et il ne s'agit pas seulement du déshonneur irréparable dont s'est couverte sa politique impérialiste.

Les prétentions de l'administration des U.S.A. à instaurer un ordre à l'américaine dans les pays dont le régime social ne lui convient pas, la volonté de placer ses intérêts égoïstes au-dessus du droit international et des intérêts de l'humanité tout entière, de faire de la force un critère de la justice de la loi, tout cela ne manquera pas de se répercuter gravement sur les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes. »

Se référant à la déclaration sur les principes du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre les Etats,

Se référant également aux principes concernant l'inadmissibilité d'une intervention et d'une ingérence dans les affaires intérieures des Etats,

Confirmant le droit souverain et inaliénable de Grenade de déterminer librement son propre système politique, économique et social et de développer ses relations internationales sans intervention, ingérence, sabotage, contrainte ou menace du dehors quelle qu'en soit la forme,

Regrettant profondément les événements survenus à Grenade et qui ont provoqué l'assassinat du premier ministre Maurice Bishop et d'autres citoyens en vue de Grenade,

Prenant en considération qu'en vertu du point 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, tous les Etats membres sont tenus de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les principes de la Charte,

Etant sérieusement préoccupée par l'intervention armée perpétrée, résolue à assurer le prompt rétablissement d'une situation normale à Grenade,

Consciente de la nécessité d'un strict respect par les Etats des principes de la Charte,

1. Déplore profondément l'intervention armée contre Grenade qui est une grossière violation du droit international et une atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de cet Etat ;

2. Déplore la mort des citoyens pacifiques innocents, victimes de l'intervention armée ;

3. Appelle tous les Etats à faire preuve d'un strict respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Grenade ;

4. Exige la cessation immédiate de l'intervention armée et le retrait sans délai des troupes étrangères de Grenade ;

5. Appelle à organiser des élections libres le plus tôt possible pour permettre au peuple de Grenade d'élire par voie démocratique son gouvernement ;

6. Prie le secrétaire général d'évaluer d'urgence la situation et de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur cette question dans un délai de soixante-douze heures. »

108 Etats ont voté pour le projet de résolution dans son ensemble, présenté par le Nicaragua et le Zimbabwe ; 9 Etats : les U.S.A., Antigua et Barbude, la Barbade, la Dominique, le Salvador, Israël, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, ont voté contre.

Le 11 novembre 1983, pendant les entretiens soviéto-syriens à Moscou, A. Gromyko, membre du Bureau politique du C.C. du P.C.U.S., premier vice-président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., a déclaré à propos de l'intervention armée contre Grenade :

« La condamnation générale de l'agression américaine à Grenade, dont témoigne en particulier la résolution ad hoc, adoptée à l'actuelle session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. par la majorité écrasante des Etats membres de cette organisation, devrait, semble-t-il, servir de sévère avertissement à Washington. Et il ne s'agit pas seulement du déshonneur irréparable dont s'est couverte sa politique impérialiste.

Les prétentions de l'administration des U.S.A. à instaurer un ordre à l'américaine dans les pays dont le régime social ne lui convient pas, la volonté de placer ses intérêts égoïstes au-dessus du droit international et des intérêts de l'humanité tout entière, de faire de la force un critère de la justice de la loi, tout cela ne manquera pas de se répercuter gravement sur les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes. »

O.E.A.: condamnation de l'agression

Une séance extraordinaire du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a été réunie le 26 octobre au sujet de l'invasion de Grenade par les U.S.A. La majorité des membres du conseil ont exigé que les U.S.A. cessent immédiatement l'intervention armée à Grenade.

En invoquant les clauses concrètes de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'O.E.A., ainsi que du Traité interaméricain d'assistance mutuelle, les représentants de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, de la Colombie, du Nicaragua et de plusieurs autres pays ont dénoncé le caractère illégal des actions américaines à Grenade et appelé les U.S.A. à mettre fin à l'occupation de ce pays et à prendre des mesures en vue du retrait immédiat des troupes.

La question de l'agression contre Grenade a été ensuite incluse à l'ordre du jour de la XIII[e] session annuelle (novembre 1983) de l'Assemblée générale de l'O.E.A. L'invasion de Grenade par les U.S.A., la politique de l'administration Reagan visant à renforcer l'intervention militaire en Amérique centrale et dans les Caraïbes ont été violemment critiquées à la session. La réaction de la majorité écrasante des pays d'Amérique prouve nettement l'inquiétude qu'ont suscitée chez eux les événements à Grenade, a déclaré E. Alibux, premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Surinam.

B. Sepulveda, ministre des Affaires étrangères du Mexique, a déclaré que l'attaque armée des U.S.A. était une preuve de l'escalade continue de l'ingérence militaire des U.S.A. dans les affaires d'Amérique centrale et des Caraïbes.

L'agression contre Grenade, a souligné dans son intervention le représentant du Brésil D. de Castro Alves, a considérablement aggravé la situation dans toute la région latino-américaine.

Il est significatif que même certains représentants d'Etats qui d'ordinaire soutiennent inconditionnellement Washington, notamment l'Uruguay et le Guatemala, aient dû condamner à cette session l'action criminelle de Washington contre Grenade.

Dans son appréciation des travaux de la session de l'Assemblée générale de l'O.E.A., l'agence d'information Associated Press a souligné qu'une véritable offensive y avait été déployée contre les Etats-Unis.

Le secrétaire général de l'O.E.A., l'Argentin A. Orfila, a déclaré que la XIII[e] session se déroulait dans une période critique pour les pays d'Amérique.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Equateur L. Valencia Rodriguez a déclaré que son pays condamnait l'invasion de Grenade par les U.S.A. et la considérait comme une violation des principes de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Il a exigé que toutes les troupes étrangères soient immédiatement retirées de Grenade et appelé l'O.E.A. à condamner à l'unanimité cet acte d'agression contre un pays souverain des Caraïbes.

En fait, le gouvernement des U.S.A. refuse de reconnaître des principes aussi fondamentaux du droit international que la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, le respect de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté, a souligné le vice-ministre des Affaires étrangères du Nicaragua V. Hugo Tinoco.

Le ministre des Affaires étrangères du Pérou F. Schwalb Lopez Aldaña a déclaré que son pays condamnait sévèrement l'intervention contre Grenade.

Une grossière violation des normes fondamentales du droit international et de la Charte de l'O.E.A., c'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères du Panama O. Ortega a qualifié l'intervention armée des U.S.A. contre Grenade. Après avoir exigé le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères de l'île, afin de rétablir le calme et l'ordre dans ce pays, il a appelé à transformer les Caraïbes en zone de paix.

Le caractère illégal de l'agression armée des U.S.A.

Le caractère illégal de l'intervention armée des U.S.A. à Grenade découle des principaux facteurs suivants :

— L'action entreprise par les U.S.A. contre Grenade est une agression armée. Washington a commis un très grave crime international. En 1974, l'Assemblée générale de l'O.N.U. a adopté la définition de l'agression comme « l'emploi de la

force armée par un Etat contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat ». C'est précisément cet acte que Washington a entrepris contre Grenade.

— Les U.S.A. n'ont pas tenu compte du principe de la non-ingérence, en vertu duquel « aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit de s'ingérer directement ou indirectement, quel qu'en soit le prétexte, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat » (Déclaration relative aux principes du droit international, adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. en 1970). Les événements survenus à Grenade avant l'intervention américaine étaient incontestablement une affaire intérieure de cet Etat. Ils ne donnaient le droit à aucun Etat de s'ingérer dans ses affaires et, encore moins, d'introduire ses forces armées sur ce territoire.

— L'agression des U.S.A. contre Grenade est une grossière violation du principe de l'égalité souveraine des Etats qui stipule que « l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Etat sont inviolables » et que « tout Etat a le droit de choisir et de développer librement ses systèmes politiques, sociaux, économiques et culturels » (la même Déclaration de 1970).

— L'agression des U.S.A. contre Grenade, qui est aussi membre de l'O.E.A., est également contraire à la Charte de cette organisation. Il y a violation des articles suivants :

Article 15.

« Aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit de s'ingérer directement ou indirectement dans les affaires intérieures ou extérieures de tout autre Etat sous quelque prétexte que ce soit. Ce principe se rapporte à toute intervention armée, mais

aussi à tout autre forme d'intervention ou tendance ayant pour but de porter atteinte à la personne de l'Etat ou à ses organes politiques, économiques et culturels. »

Article 17.

« Le territoire d'un Etat est inviolable et ne saurait être l'objet d'une occupation militaire ou d'autres violences, entreprises directement ou indirectement par d'autres Etats, indépendamment du motif ou du fait que ces mesures ont un caractère provisoire. Les extensions territoriales ou les autres avantages spécifiques qui auront été obtenus par la force ou par l'usage de toute autre mesure coercitive, ne seront pas reconnus. »

Article 18.

« Les Etats américains s'engagent, dans leurs relations internationales, à ne pas recourir à la force, sauf en cas de légitime défense conformément aux traités en vigueur ou à l'exécution de ces traités. »

Les U.S.A. tentent de justifier leur agression contre un Etat souverain indépendant par la « demande » que leur auraient adressée certains Etats insulaires, membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, et par les références aux dispositions du traité signé par ces Etats. Ces références sont démenties par deux faits. Premièrement, les U.S.A. n'ont absolument rien à voir avec cet accord subrégional. Deuxièmement, ce traité n'a pas été enregistré à l'O.N.U., car les Etats signataires n'avaient pas présenté au Secrétariat de l'O.N.U. l'information indispensable, dont les documents justifiant sa ratification. Or, l'article 102 de la Charte des Nations Unies stipule que tout traité ou accord international doit être enregistré au Secrétariat et publié par lui. Autrement, aucun Etat « ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe de l'Organisation ».

Tel est le fond de l'inconsistance juridique des

arguments de l'agresseur. De nombreux juristes connus le soulignent. Dans sa déclaration, l'Association internationale des juristes démocrates (A.I.J.D.) souligne que, sur le plan juridique, l'agression des U.S.A., membre permanent du Conseil de sécurité de l'O.N.U., contre l'Etat souverain de Grenade, membre de l'O.N.U., a été entreprise en violation des principes fondamentaux du droit international, constitue une atteinte au prestige du droit que la Charte des Nations Unies appelle à renforcer au maximum.

La voix de l'opinion publique pacifique

L'acte agressif des U.S.A. contre Grenade a été violemment condamné par de nombreuses organisations non gouvernementales et sociales de la planète.

La Conférence internationale pour la paix en Amérique centrale et dans les Caraïbes, convoquée, à l'initiative du Conseil mondial de la paix, en novembre 1983 dans la capitale du Mexique, a adopté un plan de mesures qui prévoit notamment :

— de recommander aux mouvements pour la paix de resserrer les liens avec les plus larges couches de la population de chaque pays, y compris avec les plus grandes organisations sociales, les parlements, etc. ; d'élaborer un plan d'action afin d'obtenir le retrait de Grenade des forces d'intervention nord-américaines et la cessation de leur préparation à une intervention directe con-

tre le Nicaragua, l'Amérique centrale et les Caraïbes.

A cet égard, les mesures suivantes, entre autres, ont été proposées :

— Contribuer à l'organisation de débats, discussions, séminaires, échanges d'opinions entre les spécialistes du droit international afin d'examiner les aspects illégaux de l'intervention révoltante des U.S.A. contre Grenade, perpétrée en violation de la Charte des Nations Unies.

— Favoriser les démarches auprès de différents gouvernements et parlements afin de les inciter, d'une part, à confirmer l'exigence relative à la cessation de l'agression contre Grenade et au respect par les U.S.A. des principes de la non-ingérence et de l'autodétermination des peuples et, d'autre part, à se prononcer dans ce sens à tous les forums internationaux.

— Mobiliser les peuples à la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale des peuples agressés d'Amérique centrale et du bassin des Caraïbes, pour que les autres peuples de cette région ne connaissent pas un sort analogue.

— Organiser une campagne pour le respect de l'intégrité physique des combattants grenadiens, s'opposer aux tentatives de la force dite multinationale de poursuivre en justice les patriotes grenadiens et condamner le caractère illégal de cette force.

— En appeler à des organismes internationaux, tels que l'O.N.U. et les organismes spécialisés, et les inviter à contribuer à élargir le plus possible la campagne de solidarité avec les peuples des

Caraïbes et d'Amérique centrale à la lumière de l'intervention et de l'ingérence impérialistes.

« Cette agression contre la petite île de Grenade est une manifestation de la logique expansionniste d'une politique dominatrice, a déclaré à ce forum l'ancien président du Mexique L. Echeverria Alvarez, vice-président du Conseil mondial de la paix. La politique des U.S.A. sur notre continent est pénétrée d'un esprit d'agressivité à l'encontre de leurs voisins du sud. »

Cuba a condamné avec courroux l'agression criminelle des U.S.A. contre l'Etat souverain de Grenade. Des millions de Cubains ont pris part à des manifestations et meetings de masse, exprimant ainsi leur profonde indignation face à cet acte de banditisme de Washington. Les Cubains pleurent leurs compatriotes — bâtisseurs, enseignants, médecins — morts à Grenade. Ces citoyens civils sont morts dans un combat inégal contre les interventionnistes, en repoussant leur attaque. Plus d'un million d'habitants de La Havane et de sa province, tout le peuple de Cuba ont rendu hommage à la mémoire des héros internationalistes.

Extrait de l'intervention de Fidel Castro, Premier secrétaire du C.C. du Parti communiste de Cuba, Président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de la République, prononcée le 14 novembre 1983 à La Havane, au meeting funèbre consacré à la mémoire des internationalistes cubains morts en héros à Grenade.

— Grenade est l'un des plus petits Etats indépendants tant par la superficie que par la population. Si Cuba a accordé une grande assistance à

Grenade, c'est parce que nos efforts, relativement modestes quant à la quantité, mais très importants qualitativement, signifiaient beaucoup pour ce pays. Nos médecins, enseignants et autres spécialistes participaient à cette assistance.

L'amitié de notre peuple avec Grenade et avec son premier ministre Maurice Bishop était cordiale. Notre estime pour la souveraineté de ce pays était telle que nous ne nous sommes jamais permis de formuler notre opinion sur ce qui se faisait à Grenade et de quelle façon. Nous nous inspirions dans nos relations avec Grenade des mêmes principes que dans nos relations avec les autres mouvements révolutionnaires, à savoir, le respect absolu de sa politique, de son point de vue et de ses décisions. Nous ne faisions part de notre opinion sur un problème quelconque que si les Grenadiens nous en priaient. L'impérialisme est incapable de comprendre que le secret de nos excellents rapports avec le mouvement révolutionnaire international réside justement dans ce respect.

Le gouvernement des U.S.A. méprisait Grenade et haïssait Maurice Bishop. Il voulait torpiller le processus qui s'opérait à Grenade et anéantir ce que Grenade avait réussi à édifier et qui servait d'exemple à d'autres. Les U.S.A. avaient échafaudé les plans d'une intrusion militaire dans l'île (Maurice Bishop les avait dévoilés il y a deux ans déjà), mais ne trouvaient pas de prétexte pour les mettre à exécution.

Depuis la victoire de la révolution, a dit Fidel Castro, la situation économique et sociale de Grenade s'était nettement améliorée, le peuple avait

acquis de nombreux biens, le P.N.B. avait augmenté en dépit de l'impact de la crise économique. Grenade était devenue le symbole de l'indépendance et du progrès dans le bassin des Caraïbes.

Fidel Castro a démenti, preuves concrètes à l'appui, les diverses inventions de Reagan et a souligné que Grenade avait été agressée par surprise, en traître, sans préavis aucun, dans le style de Pearl Harbor, dans le style des nazis. Cette intrusion a été présentée au peuple américain comme une grande victoire de Reagan en matière de politique extérieure dans la lutte contre le camp socialiste et le mouvement révolutionnaire. Tout cela est en liaison avec la mort de 240 soldats américains à Beyrouth, avec l'affaire des otages en Iran, avec la défaite honteuse au Vietnam. L'administration Reagan a spéculé de façon ignoble et malhonnête sur le patriotisme des Américains, sur les notions telles que la dignité du pays, la grandeur et la gloire de la nation. Hitler s'était conduit de la sorte en 1938, lorsqu'il avait occupé l'Autriche et la région de Sudètes en Tchécoslovaquie.

Mais quelle gloire, quelle grandeur et quel triomphe peut donner la conquête de l'un des plus petits pays du monde sans importance économique ni stratégique ? Est-ce de « l'héroïsme » que de faire la guerre à une poignée d'ouvriers et de spécialistes civils qui ont opposé une résistance farouche en dépit de l'effet surprise de l'agression, du manque de munitions, de l'inégalité en armements et en nombre ? Les U.S.A. n'ont remporté aucune victoire politique, militaire ou

morale. C'était une victoire à la Pyrrhus et une grande défaite morale. Ayant bafoué toutes les normes internationales et s'étant attirés la haine et la réprobation du monde entier, les U.S.A. ont démontré combien ils méprisent le reste du monde.

Ce mépris est tel que, comme l'a déclaré le président américain en personne, les événements de Grenade ne lui ont pas coupé l'appétit. Voilà pourquoi nous devons jauger en toute responsabilité la conjoncture réelle et les dangers qui pèsent sur le monde. La situation peut devenir extrêmement dangereuse, voire tragique, pour toute l'humanité, si l'on considère que les U.S.A. possèdent les moyens les plus puissants et les plus sophistiqués de mener une guerre classique et nucléaire et que le président de ce pays peut déclencher la guerre sans consulter personne.

La position de l'U.R.S.S. sur l'intervention des U.S.A. a aussitôt été définie de façon claire et exhaustive dans la Déclaration de TASS

LA DÉCLARATION DE TASS

« Le 25 octobre, une intervention armée a été lancée contre Grenade, Etat souverain et indépendant. Des marines américains, appuyés par des

bâtiments de guerre des U.S.A., ont débarqué dans l'île. L'intrusion a été entreprise sous le faux prétexte de protéger la sécurité des ressortissants américains résidant à Grenade, bien qu'on sache, et ceci a été déclaré par les autorités grenadiennes, que rien ne les menaçait. Washington déclare aussi que ses actions auraient été dictées par le souci des « droits de l'homme ».

Qu'y a-t-il de plus cynique et de plus hypocrite que de pareilles déclarations, quand on cherche, invoquant le souci « des droits de l'homme », à noyer dans le sang le droit d'un peuple à une existence libre et souveraine ?! Il s'agit en réalité d'une agression armée non dissimulée contre le peuple épris de paix d'un petit pays inoffensif. L'objectif était de renverser le régime social en place et de tenter d'imposer de force au peuple grenadien l'ordre qui arrange Washington, de faire peur aux peuples épris de liberté de l'Amérique latine et pas seulement à ces peuples.

Ces actes commis contre Grenade démontrent à quel point le gouvernement des U.S.A. méprise les normes universellement admises du droit international et bafoue les nobles principes de la Charte des Nations Unies. C'est une preuve directe que Washington veut atteindre ses objectifs agressifs sans compter avec le droit des peuples à un développement indépendant et lance un défi direct et insolent à la volonté des peuples, à l'opinion mondiale.

L'agression criminelle commise contre Grenade démontre avec évidence le danger que représente pour la cause de la paix et de la liberté des

peuples la politique appliquée dans les affaires internationales par l'actuelle administration américaine.

TASS est habilitée à déclarer que l'U.R.S.S. désapprouve résolument l'agression des U.S.A. contre Grenade et la stigmatise en tant que crime contre la paix et l'humanité. Le devoir de tous les Etats et peuples est d'intervenir avec fermeté en faveur du peuple grenadien, contre l'arbitraire perpétré par Washington.

L'agression contre le peuple de Grenade doit être arrêtée, les occupants doivent évacuer immédiatement le territoire de cet Etat indépendant. »

* * *

Les syndicats soviétiques, le Comité soviétique de défense de la paix, le Comité soviétique des anciens combattants, le Comité des femmes soviétiques, l'Association pour les Nations Unies en U.R.S.S., les unions artistiques et autres organisations sociales de masse du pays ont condamné l'agression criminelle des U.S.A. contre Grenade. Au nom de millions de personnes, ils ont exigé qu'un terme soit mis à l'occupation de cet Etat souverain.

Voici ce que les Soviétiques disent et écrivent.

V. Kanaourov, soudeur, Moscou :

— Les bourreaux américains agissent avec impudence sur la terre grenadienne. L'administration Reagan est contente de pouvoir martyriser impunément ce petit pays. C'est le plaisir du fauve devant sa proie. C'est l'ivresse du pillage et des assassinats. Mais regardez autour de vous, monsieur le président américain et compagnie. Des millions d'hommes exigent la cessation immédiate de l'agression contre Grenade, l'arrêt de la course criminelle aux armements, le refus de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Europe, la décompression de la tension internationale. Ces exigences sont dictées par la logique de la vie, des réalités actuelles, par le bon sens.

S. Mekhtiev, conducteur de tracteur, Azerbaïdjan :

— Des hommes sans défense meurent dans une petite île, tués par les occupants, tandis que Washington déclare cyniquement qu'il y « défend la liberté et la démocratie ». Mais l'objectif de l'agression est évident : il s'agit d'implanter une nouvelle base militaire.

Un groupe d'étudiants en droit, Saratov :

— Le monde est en présence d'un nouvel acte de la politique d'agression des « pacificateurs » de la Maison-Blanche. Cette fois-ci, les U.S.A. se sont rendus coupables d'une intervention directe contre Grenade, violant ainsi grossièrement la Charte des Nations Unies et les normes des rapports entre les Etats. Comme toute l'humanité progressiste et le peuple soviétique tout entier, nous, futurs juristes, sommes profondément indignés par cette agression que nous qualifions d'acte de terrorisme international.

* * *

La position de l'U.R.S.S. et de Cuba est partagée et appuyée par les autres pays socialistes, par l'opinion progressiste et par toutes les forces de paix de la planète.

8—1398

Défi au mouvement des pays non alignés

Le 29 octobre 1983, à la réunion du Bureau de coordination à New York, le mouvement des pays non alignés a condamné l'« intervention armée contre Grenade » et l'a taxée de violation flagrante des normes du droit international. Le mouvement des pays non alignés a exigé le retrait immédiat de l'île de toutes les troupes étrangères.

Indira Gandhi, présidente du mouvement des pays non alignés, premier ministre de l'Inde, a déclaré dans une interview à l'agence d'information United News of India que l'invasion étrangère de Grenade était injustifiable. On ne saurait expliquer qu'une petite île comptant quelque 120 000 habitants puisse menacer qui que ce soit. Les arguments avancés pour justifier cette intervention ne sont pas de nature à nous convaincre, a-t-elle souligné.

On lit notamment, dans le texte de la lettre d'Indira Gandhi, adressée le 1er novembre 1983 à Fidel Castro, Président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de la République de Cuba (diffusée par l'agence Prensa Latina), en relation avec l'agression des U.S.A. contre Grenade :

« Cette violation révoltante de la Charte des Nations Unies et des normes élémentaires de la conduite internationale nous inquiète. Vous connaissez sûrement notre déclaration officielle. Je tiens aussi à vous transmettre, à vous et aux familles de victimes, nos condoléances sincères à l'occasion de la mort des Cubains, victimes de l'intrusion.

Notre représentant permanent à New York a déjà convoqué une réunion du Bureau de coordination pour analyser la si-

tuation avec le représentant permanent de votre pays. Nous ferons tout notre possible pour obtenir le retrait immédiat des forces interventionnistes. Vous pouvez compter sur le soutien de mon gouvernement.

Il est très regrettable que certains pays non alignés aient pris part à cette intrusion, leur coopération avec les U.S.A. dans cette intervention honteuse présente une menace à l'unité du mouvement. Les circonstances demandent que la sagesse s'ajoute à la fermeté pour que ces événements ne se répercutent pas sur les autres pays de la région.

Le mouvement des pays non alignés doit concentrer activement ses efforts au sein de la communauté internationale pour obtenir le retrait des troupes étrangères et le rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Grenade. »

Le 29 octobre 1983, Mengistu Hailé Mariam, président de l'Organisation de l'unité africaine, président du Comité d'organisation du Parti des travailleurs d'Ethiopie, président du Conseil militaire administratif provisoire et du Conseil des ministres de l'Ethiopie socialiste, a appelé l'O.N.U. et le mouvement des pays non alignés à prendre des mesures pour obtenir le retrait des troupes interventionnistes de Grenade.

Il est à noter que, depuis longtemps, le mouvement des pays non alignés surveille de près la détérioration de la situation en Amérique centrale et dans le bassin des Caraïbes, détérioration due à la politique franchement agressive des U.S.A. à l'égard des pays de cette région, dont Grenade, qui refusent de se soumettre au diktat colonialiste de Washington.

Le point 54 de la résolution adoptée à la réunion du Bureau de coordination des pays non alignés à l'échelon des ministres, qui s'est tenue à Managua du 10 au 14 janvier 1983, stipule :

« Les Ministres ont exprimé leur préoccupation devant les pressions militaires, politiques et économiques exercées par les impérialistes sur Grenade. Ils ont également dénoncé les mesures de boycottage économique, la propagande hostile, les manœuvres militaires et navales effectuées à proximtié de son territoire et la violation de son espace aérien, en vue de déstabiliser le gouvernement de ce pays, et ils ont exprimé leur soutien constant au gouvernement et au peuple grenadiens. »

La situation dans le bassin des Caraïbes provoquée par les menées impérialistes a été l'objet d'une discussion spéciale à la VII[e] Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés à New Delhi au mois de mars 1983. Il est dit dans la Déclaration politique de la Conférence (point 153) que les chefs d'Etat et de gouvernement se sont déclarés préoccupés par la politique colonialiste constante et par le renforcement de la pression économique, des menaces et des agressions dans la région des Caraïbes. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés ont déclaré que ces faits constituaient une menace à la paix, à la sécurité et au développement dans cette région.

Le point 154 de ce document a été consacré directement aux événements liés à Grenade. On y lit :

« Les chefs d'Etat et de gouvernement ont condamné les actions secrètes ou avouées contre Grenade, la pression politique et économique des forces impérialistes sur ce pays. Tenant compte des conséquences néfastes de cette pression pour le développement économique, ils se sont prononcés en faveur du droit inaliénable du gouvernement et du peuple de Grenade de réaliser son évolution politique, économique et sociale en toute indépendance, sans pression ni menaces extérieures. Les chefs d'Etat et de gouvernement expriment leur soutien au gouvernement et au peuple de Grenade et appellent tous les pays à respecter l'indépendance et la souveraineté de Grenade. »

Les conclusions tirées par le mouvement des pays non alignés sur le développement dangereux de la conjoncture dans le bassin des Caraïbes et en Amérique centrale, résultant de l'intervention armée des U.S.A. contre Grenade, et ses appels acquièrent une importance grandissante pour l'organisation de la résistance collective à la politique terroriste des U.S.A. à l'égard de l'Amérique latine et du monde en voie de développement tout entier.

Le monde entier proteste contre l'intervention à Grenade et condamne les agresseurs et les occupants. Des millions d'hommes ont condamné les agresseurs lors de meetings, de manifestations, de forums internationaux et autres et dans les médias. Rien qu'au cours des quatre premiers jours qui ont suivi le début de l'agression, celle-ci a été condamnée ou désapprouvée par 78 gouvernements.

Il est impossible de ne pas évoquer la réaction aux Etats-Unis mêmes, d'autant plus que l'« équipe Reagan » parle de l'« approbation absolue » par les Américains de l'agression des U.S.A. contre Grenade.

Dans une interview au journal **Boston Globe**, R. Clark, ancien secrétaire d'Etat à la Justice des U.S.A., qui a visité Grenade et a été témoin des atrocités perpétrées par les occupants, a accusé le gouvernement Reagan d'avoir foulé aux pieds les normes élémentaires du droit international, d'avoir martyrisé de façon révoltante les patriotes grenadiens jetés en prison.

En agressant Grenade, le gouvernement Reagan a grossièrement violé la Charte de l'Organisation des Etats américains et s'est attiré l'indignation des alliés des U.S.A. en Amérique latine, a déclaré le sénateur Hollings à la commission sénatoriale pour les affaires étrangères au Congrès des U.S.A.

Le 10 novembre 1983, sept démocrates, membres de la chambre des représentants du Congrès : Theodore Weiss (New York), John Conyers (Michigan), Julian Dixon (Californie), Mervyn Dymally (Californie), Henry Gonzalez (Texas), Mickey Leland (Texas) et Parren Mitchell (Maryland), ont appelé leurs collègues à soumettre le président Reagan à l'impeachment pour avoir commandé aux forces armées américaines de faire irruption à Grenade. Il est noté dans leur résolution que les actions du président sont contraires à la Constitution des U.S.A., parce qu'il a usurpé le droit du Congrès de déclarer la guerre, n'a pas respecté les engagements pris par le pays aux termes d'accords internationaux et a violé le premier amendement à la Constitution en empêchant les correspondants d'élucider les premiers jours de l'intrusion.

Onze congressistes américains connus, dont certains partisans de l'impeachment, ont déposé au tribunal d'arrondissement de la capitale une demande en justice contre le président Reagan, le ministre de la Défense Weinberger, le secrétaire d'Etat Shultz et le président du comité des chefs d'états-majors Vessey pour avoir enfreint les lois américaines en préparant et sanctionnant l'intervention armée contre Grenade. Il est dit dans la demande des congressistes que les actions des défendeurs étaient une violation flagrante de la Constitution des U.S.A. Tant l'intrusion dans l'île que l'activité militaire qui s'y poursuit, est-il dit dans ce document, sont illégales. Le président n'a pas le droit de déclarer la guerre à un autre Etat souverain dans le dessein évident de renverser le gouvernement de cet Etat et d'y établir un autre régime, qui convienne mieux aux U.S.A.

A la tribune du XXIII[e] congrès du parti communiste, Gus Hall, secrétaire général du Parti communiste des U.S.A., a déclaré qu'il découlait de l'agression révoltante contre Grenade et de la déclaration cynique de Reagan que les U.S.A. se réservaient le « droit » à une intervention armée contre n'importe quel pays au moment qu'ils jugeraient opportun et qu'il n'y a plus d'Etat dans le monde, surtout s'il est petit, qui puisse se sentir en sécurité tant que l'administration Reagan occuperait la Maison-Blanche. L'intervention révoltante contre Grenade et l'occupation de ce pays, a dit Gus Hall, démontrent toute la bassesse de l'administration Reagan.

Les gouvernements et les parlements de la majorité écrasante des pays d'Amérique latine ont exprimé, sous telle ou telle forme, leur réprobation aux U.S.A. pour leur agression contre Grenade.

Le gouvernement du Mexique a désapprouvé le fait de « violation du principe international fondamental, celui de la coexistence pacifique » et a déclaré que le droit de choisir la forme de gestion de l'Etat sans aucune ingérence étrangère n'appartenait qu'au peuple grenadien. Le Sénat et

la chambre des députés du Congrès national du Mexique ont exigé que les troupes étrangères évacuent sans tarder le territoire de Grenade.

Le gouvernement du Venezuela s'est prononcé contre la présence à Grenade de ladite force multinationale ; le ministère des Affaires étrangères du Venezuela a fait une déclaration dans laquelle il a soumis à une critique sévère l'intervention américaine contre Grenade, s'est prononcé en faveur du droit des Grenadiens à l'indépendance et à l'autodétermination et s'est fait le porte-parole du gouvernement pour exprimer la détermination de celui-ci à contribuer à la normalisation de la situation dans l'île.

Dans une déclaration officielle, le gouvernement de la Colombie a annoncé qu'il tenait pour illégale l'occupation armée de Grenade et estimait que les détachements de l'armée des U.S.A. et des autres pays qui participaient à l'agression devaient quitter l'île sans tarder.

F. Burnham, président de la République coopérative de Guyana, a souligné dans une interview accordée au correspondant de l'APN à Georgetown : « Les ex-puissances coloniales cherchent à restaurer le colonialisme dans notre région et les U.S.A. y jouent un rôle actif en commettant des actes illégaux sous prétexte de « rétablir la légalité et l'ordre ». Le droit de régler les problèmes intérieurs n'appartient qu'au peuple de Grenade. Nul n'a le droit de lui dicter sa volonté ni de lui indiquer quel doit être son gouvernement. En tant que membre de l'O.E.C.O., du mouvement des pays non alignés et du Conseil de sécurité de l'O.N.U., le gouvernement de la Guyana appelle à un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères. »

Les partis communistes et ouvriers du monde ont condamné avec courroux l'agression armée contre Grenade. Dans leurs déclarations, ils attirent l'attention sur le très grand danger que représente la réalisation des desseins hégémoniques de Washington pour l'Amérique centrale et le bassin des Caraïbes, pour tous les mouvements de libération nationale de la région.

« On ne peut pas faire confiance à l'administration Reagan »

Mme Thatcher a déclaré, en relation avec l'intrusion des U.S.A. à Grenade, écrit le **Times** londonien, que les pays de l'Occident ne peuvent pas faire intrusion dans d'autres pays pour la seule raison que les événements qui s'y déroulent n'arrangent pas l'Occident.

Le travailliste Denis Healey, responsable des affaires étrangères au « cabinet fantôme » de la Grande-Bretagne, a souligné que Reagan avait commis une erreur impardonnable en donnant l'ordre d'intervenir à Grenade, membre du Commonwealth. Ce qui a provoqué une inquiétude particulière, écrit le **Christian Science Monitor,** c'est que Denis Healey rattache le problème de Grenade à la prochaine installation des missiles américains de moyenne portée en Grande-Bretagne et dans d'autres pays ouest-européens. Le

président Reagan a prouvé par son opération dans le bassin des Caraïbes, a déclaré Healey, qu'on ne peut pas faire confiance à son administration, notamment en ce qui concerne les accords sur le contrôle et, au besoin, le lancement des missiles de croisière.

« Un préjudice a été causé aux rapports anglo-américains. La réputation du premier ministre Thatcher et de son gouvernement a été ternie », écrit le **Daily Mail.**

L'agence France-Presse a communiqué : le 26 octobre 1983, le premier ministre de la France, Pierre Mauroy, a déclaré à l'Assemblée Nationale : « Rien ne peut justifier, dans l'état actuel de nos informations, l'intervention directe des Etats-Unis et de quelques Etats des Caraïbes contre la souveraineté de Grenade, membre du Commonwealth. »

« Nous ne pouvons que condamner cette atteinte au droit international, a poursuivi P. Mauroy, d'autant qu'un émissaire américain venait d'assurer que ses résidents dans l'île n'étaient nullement menacés et qu'aucun pacte, auquel ont fait pourtant référence, n'autorisait une telle action. »

Le journal ouest-allemand **Unsere Zeit** écrivait, commentant l'agression des U.S.A. contre Grenade : « Non seulement Reagan a emprunté le schéma de la doctrine militaire de Hitler de la guerre préventive, mais encore il l'a développé. » « Celui qui mène des guerres préventives dans la région des Caraïbes, écrit le journal, pressera sur le bouton commandant le lancement des armes nucléaires de première frappe. Celui qui lance une croisade anticommuniste, prépare soigneusement l'Europe à sa transformation en arène de la guerre nucléaire. » Le journal souligne que la revendication : « U.S.A., hors de Grenade ! » concerne aussi « la défense des intérêts vitaux de l'Europe, du Proche-Orient et de l'Asie du Sud-Est. »

Le journal **Westfälische Rundschau** (R.F.A.) écrit : « Reste à savoir quels sont les prochains objectifs de R. Reagan. Mais du moment qu'il s'est décidé à appliquer la « politique des canonnières », on peut être certain qu'il se trouvera quelque part ailleurs des « étudiants » pour appeler Reagan « au secours ».

Le gouvernement de l'Espagne a désapprouvé sans équivoque l'intervention des troupes américaines contre Grenade. Il s'est déclaré « préoccupé » par ces actions armées qui non seulement signifient une atteinte à la liberté d'autodétermination d'un membre de l'O.N.U., mais encore peuvent faire monter la tension dans la région américaine où l'Espagne s'applique à contribuer au règlement de divers conflits à la table des pourparlers.

P. Trudeau, premier ministre du Canada, a déclaré à la chambre des communes que l'administration Reagan n'avait pas pu fournir jusqu'à présent une explication tant soit peu sensée à l'invasion de Grenade par ses troupes. P. Trudeau a accusé les U.S.A. de s'être introduits dans ce pays non pour « protéger leurs citoyens », mais pour y mettre au pouvoir un gouvernement qui ferait leur jeu.

IV. GRENADE EST OCCUPÉE. ET APRÈS?

Grenade est occupée... L'« équipe Reagan » a présenté cet événement au peuple américain comme une « victoire ». Maintenant, dit-elle, tout le monde voit combien l'Amérique est « forte » et « résolue ». Pour la quantième fois, on tâche d'inculquer aux Américains le « goût » de l'agression, des invasions, du pillage et du terrorisme internationaux.

Cherchant à attiser les tendances chauvines dans le pays, Reagan a déclaré pendant la conférence de presse tenue le 4 novembre : « Il a fallu payer la victoire dans cette opération. Personnellement, je pense que ceux qui ont été tués, blessés ou ont subi quelque autre préjudice sont des héros au service de la liberté. Non seulement ils ont aidé nos compatriotes, mais encore ils ont sauvé le peuple grenadien de répressions et ont écarté la menace potentielle de tous ceux qui vivent dans le bassin des Caraïbes. »

Ce n'est qu'un mensonge de plus. En fait, c'est un défi lancé à l'opinion mondiale, à toute l'humanité qui a vu les « héros » de Reagan tuer les Grenadiens justement parce que ceux-ci défendaient leur liberté et leur indépendance.

« Ce qui est survenu à Grenade signifie que les

Etats-Unis et leurs hommes de paille réduisent à néant le droit des pays de choisir leur forme de gouvernement », a dit le président de la Guyana, Forbes Burnham, dans son interview accordée au journal **The Washington Post.** Et en évoquant les tentatives de Washington de tromper l'humanité par une propagande mensongère, il a ajouté : « Sommes-nous vraiment si stupides et Reagan si fort ? Franco et Mussolini ont essayé d'imposer leur volonté par les armes et ils n'y sont pas parvenus. Le peuple établira la forme de gouvernement qu'il souhaite. »

Il est parfaitement évident que la tentative de faire dépendre des U.S.A. tout le tiers monde fait partie intégrante de la « croisade » de Reagan. Voilà ce qu'écrit à propos de l'invasion de Grenade Simon Malley, rédacteur en chef de la revue **Afrique-Asie** paraissant à Paris :

« La démarche s'est simplifiée. Reagan et ses penseurs lui ont donné un nom : la stratégie horizontale, et l'expliquent ainsi : tous les mouvements de libération nationale, tous les gouvernements populaires qui remettent en question l'hégémonie capitaliste dans leur pays ; tous ceux qui recherchent, autrement que dans l'exploitation de l'homme par l'homme, la solution aux problèmes du sous-développement, tous ceux-là sont des agents de l'Union Soviétique, cet ennemi irréductible qui, à en croire le dernier discours du président américain justifiant le coup de Grenade, frappe partout dans le monde par organisations ou nations interposées. »

On conçoit et applique la stratégie globale de « guerres et de coups préventifs », qui s'appuie sur

une infrastructure ramifiée comprenant les nombreuses bases américaines dispersées à travers le monde. Sur ce plan, on attache une importance particulière à la consolidation de la « force de déploiement rapide ». « Bérets verts », marines, mercenaires et agents secrets de la C.I.A. constituent tous cet instrument du terrorisme international à l'aide duquel l'administration Reagan envisage de tenir en respect les peuples de notre planète, en menaçant de les punir dans l'esprit de la « victoire de Grenade ». Et tout ceci est pratiqué sous le faux prétexte de « couper court à la propagation de l'influence soviétique ».

Pour tous les peuples du monde, la lutte contre le terrorisme élevé par les Etats-Unis au niveau de politique d'Etat est inséparable de la tâche la plus urgente de l'humanité : conjurer une guerre thermonucléaire globale. Les préparatifs militaires d'envergure entrepris par les U.S.A. représentent un danger non seulement pour les pays socialistes, mais aussi pour les autres pays et peuples. Dans son article publié dans la **Pravda** le 19 novembre 1983, le Maréchal de l'Union Soviétique D. F. Oustinov, membre du Bureau politique du C.C. du P.C.U.S., ministre de la Défense de l'U.R.S.S., a souligné : **« Sans aucun fondement et au mépris de l'existence des frontières et des normes des relations internationales, le gouvernement des U.S.A. proclame diverses régions du globe « zones de sécurité américaine ». Partout, il s'ingère dans les affaires intérieures des Etats souverains. »**

« Les procédés de cette ingérence sont différents, a noté D. F. Oustinov, **mais ils sont immanquablement arrogants et agressifs — qu'il s'agisse de l'agression armée non dissimulée et du renversement du gouvernement légal à Grenade par l'armée américaine ou de la guerre cruelle non déclarée menée contre le peuple du Liban sous l'étendard de la force dite multinationale, ou encore des attaques pirates contre le Nicaragua et l'Angola organisées par les Etats-Unis à l'aide des mercenaires et des satellites américains. En Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie, les Etats-Unis implantent des régimes réactionnaires dictatoriaux haïs des peuples, ils y créent des foyers d'agression et de conflits. . . »**

Après la « leçon de Grenade », cette intervention armée que les U.S.A. ont conçue et réalisée sans même avoir demandé l'avis de leurs alliés, la question du déploiement des missiles américains en Europe occidentale revêt un caractère encore plus sinistre pour les pays ouest-européens. L'implantation des missiles risque d'impliquer ces pays dans un conflit nucléaire non seulement contre leur volonté, mais encore à l'insu de leurs peuples et gouvernements.

Dans sa Déclaration du 24 novembre 1983, Youri Andropov, Secrétaire général du C.C. du P.C.U.S., Président du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., a souligné : **« D'ores et déjà nous vivons dans un monde beaucoup trop fragile. Par conséquent, les hommes d'Etat responsables doivent évaluer ce qui se passe et prendre une décision raisonnable. Seule la raison humaine peut et doit préserver l'humanité du danger terrible qui la guette. Nous appelons ceux qui poussent le monde dans la voie d'une course aux armements tou-**

jours plus dangereuse à renoncer à leurs vains espoirs de s'assurer ainsi la supériorité militaire pour dicter leur volonté aux autres peuples et Etats. »

L'agression pirate lancée par les U.S.A. contre Grenade atteste que Washington fonce tout droit et ne recule devant rien pour atteindre ses objectifs impérialistes. Ce faisant, il essaie en quelque sorte de montrer que tout lui est permis. Aucun pays, surtout petit, ne peut être à l'abri de l'escalade du terrorisme américain. Voici pourquoi les nobles principes de l'humanisme, les intérêts de la paix et de la sécurité exigent que les peuples opposent une riposte ferme et immédiate à cette politique d'une poignée d'aventuriers. Il ne faut pas permettre qu'ils continuent à jouer avec les destinées de peuples entiers et de toute l'humanité. La « leçon de Grenade » le rappelle sans équivoque, une fois encore.

ГРЕНАДА: ТЕРРОРИЗМ США В ДЕЙСТВИИ
Документы, факты, комментарии
на французском языке
Цена 35 коп.

Grenade : le terrorisme US en action

— La plus grande puissance impérialiste, les Etats-Unis d'Amérique, lance une attaque criminelle contre Grenade sans défense.

— Les terroristes internationaux des Etats-Unis ont agi au mépris total de la Charte des Nations Unies, des normes élémentaires du droit international et de la morale humaine. Le vandalisme des interventionnistes. Sang et ravages au nom de la «démocratie».

— L'hypocrisie sans nom, impardonnable, des interventionnistes ne saurait dissimuler ce qu'il en est réellement de l'action criminelle perpétrée contre Grenade. Demain, tout Etat non aligné peut connaître le même sort.

— Tous les pays et les continents expriment la colère et l'indignation la plus vive.